

ODICEO

ERNST & YOUNG et Autres

**Medicrea International**

Exercice clos le 31 décembre 2016

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur les comptes consolidés**

**ODICEO**  
115, boulevard Stalingrad  
C.S. 52038  
69616 Villeurbanne Cedex  
S.A. au capital de € 275.000

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Lyon

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Tour Oxygène  
10-12, boulevard Marius Vivier Merle  
69393 Lyon Cedex 03  
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles

## **Medicrea International**

Exercice clos le 31 décembre 2016

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Medicrea International, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les notes 6 et 12 de l'annexe exposent les règles d'évaluation, de comptabilisation et de dépréciation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles et des impôts différés. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés, et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

## III. Vérification spécifique

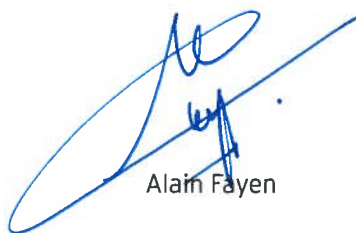
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Villeurbanne et Lyon, le 28 avril 2017

Les Commissaires aux Comptes

ODICEO



Alain Fayen

ERNST & YOUNG et Autres



Nicolas Sabran

## 1. ACTIVITE

Le Groupe MEDICREA est spécialisé dans l'intégration de services digitaux de planification préopératoire et d'analyse pré et postopératoire pour le traitement des pathologies complexes de la colonne vertébrale. Dans cette optique de médecine prédictive, il assure la conception, la fabrication intégrée et la distribution de plus de 30 familles de dispositifs implantables homologués par la FDA, qui ont été utilisés à ce jour dans plus de 100 000 interventions chirurgicales à travers le monde. La Société possède sa propre unité de production ultra-moderne à Lyon, consacrée à l'usinage et au développement d'implants sur mesure par impression 3D.

Le Groupe distribue ses produits dans plus de 30 pays au travers d'un réseau de distribution externe constitué de sociétés et d'agents de distribution indépendants exclusifs. Dans le cadre d'une stratégie globale dont le but est de maîtriser les processus de distribution, renforcer l'impact des messages techniques et marketing véhiculés et capter une part toujours plus importante de la marge brute, le Groupe s'appuie sur ses propres entités de commercialisation pour les marchés prioritaires que sont les Etats-Unis (avec MEDICREA USA à New York), la France, le Royaume-Uni (avec MEDICREA TECHNOLOGIES UK à Cambridge), l'Allemagne (avec MEDICREA GMBH à Köln) et depuis fin 2016 la Pologne (avec MEDICREA POLAND à Warsaw).

MEDICREA INTERNATIONAL, société mère, et MEDICREA TECHNOLOGIES, complètent la structure du Groupe.

## 2. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice 2016 sont les suivants :

### 2.1. Marché et environnement

Une mutation du système de santé touchant le monde de l'orthopédie, s'opère actuellement au niveau mondial, celui-ci est désormais moins focalisé sur l'implant en lui-même mais davantage sur le résultat de la chirurgie, dans le but de proposer des traitements ayant une valeur ajoutée par rapport aux traitements classiques. Cette mutation est particulièrement importante pour le rachis, le vieillissement des populations entraînant une augmentation importante des pathologies dégénératives de la colonne vertébrale, s'accompagnant fréquemment d'interventions multiples. Les implants rachidiens deviennent ainsi un véritable enjeu de santé publique et la médecine personnalisée prend alors tout son sens.

Le développement de la médecine sur-mesure est essentiellement lié aux avancées scientifiques rendues possibles grâce aux logiciels et technologies de calcul modernes. La médecine personnalisée va continuer à transformer la pratique d'abord par la personnalisation du traitement et ensuite par l'amélioration de la prévention. Dans ce contexte, le rôle du fabricant de solutions thérapeutiques change pour devenir un véritable partenaire dans la recherche des produits et services qui seront adaptés aux soins personnalisés de chaque patient.

MEDICREA a accompli d'énormes progrès ces dernières années en faisant œuvre de pionnier, avec les services d'analyse du laboratoire UNiD™ et les implants sur mesure UNiD™, pour une approche

personnalisée et centrée sur les résultats des soins de la colonne vertébrale, au point de s'approprier ce segment de marché et de devenir leader de la chirurgie personnalisée du rachis.

## 2.2. Résultats et performance

Après dix ans de cotation en bourse et la construction d'un acteur unique dans la colonne vertébrale doté d'une technologie de rupture sans équivalent dans les implants personnalisés sur mesure, l'année 2016 constitue un exercice de transformation majeure marqué par plusieurs événements déterminants résumés ci-dessous :

- développement de nouveaux services numériques de planification préopératoire et d'analyses pré et postopératoires, uniques au monde ;
- accélération significative du rythme d'adoption des tiges sur mesure UNiD™ (+ 106% par rapport à 2015) avec plus de 1100 chirurgies réalisées au 31 décembre 2016 depuis le lancement en France en septembre 2013 et l'approbation de cette technologie par la FDA en début d'année 2015 ;
- constitution progressive d'une banque de données cliniques alimentée quotidiennement et dont l'exploitation à partir d'outils d'apprentissage analytique permet de modéliser de façon prédictive la stratégie opératoire propre à chaque patient en fonction des techniques préférées de chaque chirurgien ;
- levée de fonds de 20 millions d'euros en août 2016 réalisée majoritairement auprès d'investisseurs américains ;
- entrée au capital et nomination de Rick KIENZLE, co-fondateur de la société GLOBUS MEDICAL, en tant que Directeur Stratégie et du Développement Commercial ;
- regroupement sur un nouveau site unique ultra-moderne de 8 000 m<sup>2</sup> dans la métropole de Lyon des activités de production, du centre de recherche et de développement et de l'ensemble des fonctions commerciales et administratives présentes en France ;
- poursuite de la mise au point des procédés de fabrication par impression additive 3D de cages intervertébrales et d'implants de corporectomie sur mesure en titane, dont la commercialisation devrait débuter aux Etats-Unis et en Europe respectivement au 2ème et 3ème trimestre 2017.

L'ensemble de ces actions et développements se sont traduits par des investissements incorporels et corporels très significatifs de 9 millions d'euros sur 2016, dont 2 millions d'euros de frais de recherche.

Le chiffre d'affaires 2016 s'est élevé à 29,4 millions d'euros, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente.

La marge brute structurellement proche de 80 % recule de 3 points pour s'établir à 76 % du fait du recours à la sous-traitance à compter du 2ème semestre pour pallier l'arrêt de la production de l'usine de La Rochelle et le redémarrage progressif des opérations sur le nouveau site de Lyon après l'obtention des qualifications nécessaires délivrées par les organismes réglementaires à l'issue d'un audit de certification passé avec succès en fin d'année 2016.

Les frais de structure augmentent de 3,5 millions d'euros par rapport à l'exercice 2015 soutenant le déploiement, principalement aux Etats-Unis, des innovations de la Société dans les implants sur mesure avec la constitution d'une équipe dédiée d'ingénieurs regroupés au sein du laboratoire UNiD™, et le lancement d'actions marketing destinées à sensibiliser à la fois les chirurgiens et les patients.

Les autres charges non récurrentes d'un montant de 2,4 millions d'euros comprennent principalement le coût de la fermeture de l'usine de la Rochelle et le regroupement des activités au sein du nouveau siège (1,2 millions d'euros), ainsi qu'une perte de 0,9 million d'euros liée à l'enregistrement en charges, d'avances sur redevances régulièrement versées depuis 2013 dans le cadre du développement d'une plateforme logicielle, et qui ne pourront pas être récupérées rapidement.

Le coût de l'endettement financier net progresse de 0,5 million d'euros suite à la mise en place d'un emprunt obligataire convertible de 15 millions d'euros et pour lequel l'application des règles de comptabilisation définies par IAS 32, IAS 39 et IFRS 7 accroît significativement les charges financières sans impact sur la trésorerie.

Le résultat courant avant impôt s'établit à -7,8 millions d'euros contre -1,8 million au 31 décembre 2015. Ces résultats reflètent la transformation opérée par MEDICREA durant l'exercice 2016.

Au 31 décembre 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie de 8 millions d'euros.

### **2.3. Produits**

Le Groupe MEDICREA s'est transformée en une société proposant des technologies avant-gardistes pour le traitement des pathologies de la colonne vertébrale. Il fait figure de véritable pionnier sur ce marché en assurant la convergence entre les technologies informatiques de santé et la conception et fabrication de dispositifs médicaux de dernière génération, privilégiant les résultats cliniques dans une perspective unique : améliorer les bénéfices de la chirurgie pour les patients, et offrir un confort opératoire sans égal pour les chirurgiens.

Cette nouvelle approche s'appuie sur la compilation et l'analyse de données cliniques grâce à des algorithmes d'apprentissage élaborés (deep learning) et des outils d'interprétation prédictifs avec pour résultat les premières prises en charge de pathologies de la colonne vertébrale associant précision scientifique et pose d'implants personnalisés et modulables. Elle devient une évidence pour les chirurgiens avec un taux de fidélisation très élevé dès lors que ces derniers acceptent de confier quelques cas opératoires pour tester les capacités de la Société.

### **2.4. Recherche et développement**

En 2016, le Groupe a finalisé l'élargissement de sa gamme d'implants avec le développement d'une vis de type « tulipe » très innovante lui permettant d'adresser le marché très important des indications dégénératives de la colonne vertébrale, ainsi que la mise au point des procédés de fabrication des cages intervertébrales et des implants de corporectomie fabriqués par impression 3D titane. Le Groupe est convaincu que la chirurgie sur mesure assistée par ordinateur est la réponse la plus appropriée aux pathologies de la colonne vertébrale, ce qui se confirme par l'intérêt croissant des chirurgiens mais également des patients pour ses solutions. Les dossiers d'homologation nécessaires à la commercialisation des implants sur mesure fabriqués par impression 3D notamment pour les marchés européens et nord-américains ont été déposés au cours de l'exercice et les autorisations correspondantes devraient être délivrées par les organismes certificateurs au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017.

## 2.5. Organisation

Le Groupe MEDICREA s'est installé en septembre 2016 dans son nouveau siège social, situé sur le site de Vancia à Rillieux-la-Pape, dans la Métropole de Lyon. Avec cette implantation, MEDICREA réunit son ancien siège de Neyron (Ain) et son unité de production, basée jusqu'alors à La Rochelle. La plupart des sous-traitants de MEDICREA, dans le domaine de la mécanique notamment, étant localisés en région Auvergne-Rhône-Alpes, l'entreprise se rapproche ainsi de ses partenaires stratégiques. Le bâtiment de 8 000 m<sup>2</sup> dispose de bureaux, d'un centre de recherche et de développement, et d'ateliers de production ultra-modernes consacrés à la fabrication d'implants sur mesure par impression 3D, et par usinage de titane.

Richard KIENZLE, co-fondateur de la société GLOBUS MEDICAL a rejoint le Groupe MEDICREA en tant que Directeur Commercial aux Etats-Unis et responsable du Business Développement. Il dispose de plus de 25 ans d'expérience dans la direction des ventes au sein de sociétés actives sur le marché des dispositifs médicaux, notamment SYNTHES et US SURGICAL. Il a pour mission de coordonner le développement commercial des services et des traitements personnalisés de MEDICREA faisant appel à la technologie UNiD™.

En décembre 2016, la société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE a été dissoute sans liquidation et absorbée par MEDICREA INTERNATIONAL. Cette décision a été prise dans un objectif de simplification et de rationalisation des flux, l'organisation de la force de vente sur le marché français n'étant pas modifiée.

Par ailleurs, une nouvelle filiale de commercialisation a été ouverte en Pologne en fin d'année 2016.

## 2.6. Financement

En août 2016, MEDICREA a procédé à une levée de fonds de 20 millions d'euros comprenant l'émission d'obligations convertibles pour un montant de 15 millions d'euros, souscrites par ATHYRIUM CAPITAL MANAGEMENT, investisseur américain réputé dans le secteur de la santé, et une augmentation de capital par placement privé de 5 millions d'euros à laquelle ont notamment participé Denys SOURNAC, Président et Directeur Général, ainsi que Richard KIENZLE.

### 3. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2016

#### 3.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2016	Total IFRS 31.12.2015
Chiffre d'affaires	4.1	29 375 426	27 757 300
Coût des ventes	4.2	(6 941 264)	(5 954 091)
Marge brute		22 434 162	21 803 209
Frais de recherche et développement		(1 064 366)	(983 892)
Frais de commercialisation		(16 164 574)	(13 217 792)
Commissions sur ventes		(3 426 172)	(3 109 005)
Frais administratifs		(6 223 950)	(5 955 974)
Autres produits et charges opérationnels	4.5	(2 377 170)	(85 155)
Résultat opérationnel avant paiements en actions		(6 822 070)	(1 548 609)
Charges de personnel liées aux paiements en actions		(283 434)	(45 218)
Résultat opérationnel après paiements en actions		(7 105 504)	(1 593 827)
Coût de l'endettement financier net	10.4	(1 085 382)	(328 738)
Autres (charges) / produits financiers	10.4	358 415	99 408
(Charges) / produits d'impôts	12.1	263 246	307 851
Résultat net consolidé		(7 569 225)	(1 515 306)

Résultat net par action	14.2	(0,80)	(0,17)
Résultat net dilué par action	14.2	(0,80)	(0,17)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

#### 3.2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En Euros	Total IFRS 31.12.2016	Total IFRS 31.12.2015
Résultat net consolidé	(7 569 225)	(1 515 306)
Ecart de conversion	(26 535)	711 254
Résultat global total	(7 595 760)	(804 052)

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.



### 3.3. BILAN CONSOLIDE

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2016	Total IFRS 31.12.2015
Ecarts d'acquisition	6.1	2 628 424	2 637 014
Immobilisations incorporelles	6.5	6 071 368	4 901 518
Immobilisations corporelles	6.5	10 099 217	7 012 731
Immobilisations financières	6.5	938 408	686 901
Impôts différés	12.2	2 454 025	1 021 671
Total actifs non courants		22 191 442	16 259 835
Stocks et en-cours	7	8 726 493	7 018 645
Clients et comptes rattachés	8	5 158 818	4 709 894
Autres actifs courants	8	3 511 477	2 902 154
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10.1.3	8 063 140	2 168 215
Total actifs courants		25 459 928	16 798 908
Total actif		47 651 370	33 058 743

En Euros	Notes	Total IFRS 31.12.2016	Total IFRS 31.12.2015
Capital	14	1 605 307	1 438 030
Primes d'émission, de fusion, d'apport	14	42 448 276	37 635 654
Réserves consolidées	14	(22 403 157)	(22 320 502)
Résultat de l'exercice	14	(7 569 225)	(1 515 306)
Total capitaux propres		14 081 201	15 237 876
Avances conditionnées	10.1.2	317 500	403 750
Provisions non courantes	9	513 842	460 933
Impôts différés	12.2	1 407 986	324 098
Dettes financières long terme	10.1.1	18 308 727	7 156 452
Total passifs non courants		20 548 055	8 345 233
Provisions courantes	9	1 124 676	30 888
Dettes financières court terme	10.1.1	3 602 301	3 270 073
Autres passifs financiers courants		-	10 575
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11	6 000 976	4 055 971
Autres passifs courants	11	2 294 161	2 108 127
Total passifs courants		13 022 114	9 475 634
Total passif		47 651 370	33 058 743

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

### 3.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En Euros	Total IFRS	Total IFRS
	31.12.2016	31.12.2015
Résultat net consolidé	(7 569 225)	(1 515 306)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4 238 236	3 135 346
Provisions pour dépréciation	1 768 380	543 446
Résultat des cessions d'actifs immobilisés	340 732	424 087
Charges de personnel liées aux actions	283 434	45 218
Variation d'impôts différés	(348 465)	(810 347)
Impôts sur le résultat	(990 327)	(976 587)
Coût de l'endettement financier net	1 085 382	328 738
Capacité d'autofinancement	(1 191 853)	1 174 595
Variation des stocks et en cours	(2 362 449)	(1 028 268)
Variation des créances clients	(416 004)	(386 908)
Variation des dettes fournisseurs et sur immobilisations	1 945 005	(124 376)
Variation des autres créances et autres dettes	612 344	506 289
Trésorerie provenant du BFR	(221 104)	(1 033 263)
Impôts versés / remboursements d'impôts	(45 309)	(9 587)
Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(1 458 266)	131 745
Acquisitions d'immobilisations	(9 094 944)	(5 896 896)
Subventions reçues / (reversées)	(86 250)	(51 250)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(9 181 194)	(5 948 146)
Augmentation de capital	5 104 354	3 590 607
Emission d'emprunts	16 504 287	6 801 271
Remboursement d'emprunts	(2 849 794)	(3 178 129)
Intérêts versés	(750 257)	(299 674)
Autres variations	(1 783 239)	(38 645)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	16 225 351	6 875 430
Ecart de conversion relatif aux liquidités	349	(16 467)
Autres variations	(124 373)	115 577
Variation de trésorerie	5 461 867	1 158 139
Trésorerie à l'ouverture	1 791 515	633 376
Trésorerie à la clôture	7 253 382	1 791 515
Trésorerie active à l'ouverture	2 168 215	1 181 506
Trésorerie active à la clôture	8 063 140	2 168 215
Variation de trésorerie active	5 894 925	986 709
Trésorerie passive à l'ouverture	(376 700)	(548 130)
Trésorerie passive à la clôture	(809 758)	(376 700)
Variation de trésorerie passive	(433 058)	171 430
Variation de trésorerie	5 461 867	1 158 139

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

### 3.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Réserves	Capitaux propres part du Groupe	Part des Minoritaires	Capitaux Propres Consolidés
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2014	8 481 407	1 357 025	11 264 447	12 621 472	-	12 621 472
Augmentation de capital	506 281	81 005	3 315 897	3 396 902	-	3 396 902
Résultat global de l'exercice 2015	-	-	(804 052)	(804 052)	-	(804 052)
Stocks options et actions gratuites	-	-	45 218	45 218	-	45 218
Autres variations	-	-	(21 664)	(21 664)	-	(21 664)
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2015	8 987 688	1 438 030	13 799 846	15 237 876	-	15 237 876
Augmentation de capital	1 045 479	167 277	4 812 622	4 979 899	-	4 979 899
Résultat global de l'exercice 2016	-	-	(7 595 760)	(7 595 760)	-	(7 595 760)
Stocks options et actions gratuites	-	-	283 434	283 434	-	283 434
Autres variations	-	-	1 175 752	1 175 752	-	1 175 752
CAPITAUX PROPRES – 31.12.2016	10 033 167	1 605 307	12 475 894	14 081 201	-	14 081 201

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés.

### 3.6. NOTES EXPLICATIVES

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Alternext d'Euronext, code ISIN FR004178572, Mnémonique ALMED.

Les comptes consolidés relatifs à l'exercice 2016 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28 mars 2017. Ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 15 juin 2017.

#### NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

##### 1.1 Référentiel appliqué

Les états financiers du Groupe MEDICREA au 31 décembre 2016 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS en vigueur au sein de l'Union Européenne, en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site [ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Ces normes comprennent :

- les IAS (International Accounting Standards) ;
- les IFRS (International Financial Reporting Standards) ;
- les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) ;
- les interprétations IFRIC (International Financial Interpretation Committee).

Les comptes annuels sont établis selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie au regard de la capacité du Groupe au cours des 12 prochains mois à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières à court terme en générant une capacité d'autofinancement positive et en allouant des ressources financières suffisantes.

##### 1.2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

Amendements à IAS 19	Régime à prestations définies : contributions des membres du personnel
Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2010-2012	Diverses dispositions
Amendements à IFRS 11	Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une activité conjointe
Amendements à IAS 16 et IAS 38	Clarifications sur les méthodes d'amortissement acceptables
Amendements à IAS 1	Initiative concernant les informations à fournir
Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2012-2014	Diverses dispositions

Ces publications n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés de l'exercice du Groupe.

##### 1.3 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et non anticipés par le Groupe

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

Normes, Amendements et interprétations	Date d'application	Conséquences pour le Groupe
IFRS 15 Produits des activités ordinaires provenant de contrats avec des clients	1 <sup>er</sup> janvier 2018	<p>IFRS 15 remplacera les normes IAS 11, IAS 18 et les interprétations IFRIC et SIC associées sur la reconnaissance des produits des activités ordinaires et introduit un nouveau modèle de comptabilisation de ces produits. Des clarifications de la norme ont été publiées par l'IASB le 12 avril 2016 à la suite de la publication de l'exposé-sondage « clarification d'IFRS 15 » publié en juillet 2015 ; elles doivent faire l'objet d'une approbation prochaine par l'Union Européenne.</p> <p>L'Union Européenne a adopté IFRS 15 le 22 septembre 2016.</p> <p>Au cours du premier semestre 2017, le Groupe procédera à la finalisation des analyses ainsi qu'au chiffrage des impacts éventuels liés à l'application de cette nouvelle norme.</p>
IFRS 9 Instruments financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2018	<p>Le 24 juillet 2014, l'IASB a finalisé son projet de remplacement de la norme IAS 39 sur les instruments financiers, en publiant la version complète de la norme IFRS 9. Cette dernière introduit des changements importants par rapport à la norme actuelle IAS 39 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers reposeront désormais sur l'analyse conjointe du modèle de gestion de chaque portefeuille d'actifs et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers ;</li> <li>- le modèle de dépréciation a, quant à lui, abandonné l'approche actuelle sur des pertes avérées au profit d'une approche orientée sur les pertes attendues ;</li> <li>- le volet couverture comporte de nombreuses avancées significatives en faveur d'un rapprochement comptabilité / politique de gestion des risques de l'entreprise.</li> </ul> <p>Le Groupe n'attend pas d'incidences significatives sur le classement et l'évaluation des actifs financiers compte tenu de la nature de ses opérations et de son activité.</p>

#### 1.4 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne :

Normes, Amendements et interprétations	Date d'application (1)	Conséquences pour le Groupe
IFRS 16 Contrats de location	1 <sup>er</sup> janvier 2019	<p>Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». IFRS 16 remplacera IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées et viendra supprimer la divergence de traitement comptable qui était précédemment faite entre « contrats de location simple » et « contrats de location financement ». Les preneurs devront comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an et de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location</p>

financement par IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué en contrepartie d'une dette représentative de l'obligation de payer ce droit.

Au cours de l'exercice 2016, le Groupe a entrepris le recensement de l'ensemble des contrats de location et de leurs principales dispositions susceptibles d'être concernés par la nouvelle norme avec pour objectif de fournir dès 2017 dans les notes explicatives, une analyse des incidences de l'application de cette norme sur les états financiers du Groupe.

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

L'IASB a également publié les textes suivants pour lesquels le Groupe n'anticipe pas d'incidence significative sur ses comptes consolidés :

Normes, Amendements et interprétations		Date d'application (1)
Amendements à IFRS 10 et IAS 28	Vente ou apports d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise	Date de 1 <sup>ère</sup> application ajournée par l'IASB à une date restant à préciser
Amendements à IAS 12	Impôts sur le résultat : comptabilisation d'actifs d'impôts différés au titre de perte latente	1 <sup>er</sup> janvier 2017
Amendements à IAS 7	Initiatives concernant les informations à fournir	1 <sup>er</sup> janvier 2017
Amendements à IFRS 2	Classement et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions	1 <sup>er</sup> janvier 2018
Améliorations annuelles des IFRS cycles 2014-2016	Diverses dispositions	1 <sup>er</sup> janvier 2017 / 1 <sup>er</sup> janvier 2018
Interprétation IFRIC 22	Transactions en devises et paiements d'avances	1 <sup>er</sup> janvier 2018

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

## NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1 Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe arrêtés au 31 décembre 2016.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.






Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

### 2.2 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés :

- MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe) ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK ;
- MEDICREA USA ;
- MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE (société dissoute fin 2016 par transmission de son patrimoine à MEDICREA INTERNATIONAL) ;
- MEDICREA GMBH ;
- MEDICREA POLAND (créée fin 2016).

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 31 décembre 2016 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

	Siège social	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
MEDICREA TECHNOLOGIES	 La Rochelle, FR	100 %	100 %
MEDICREA TECHNOLOGIES UK	 Swaffam Bulbeck, GB	100 %	100 %
MEDICREA USA	 New-York, USA	100 %	100 %
MEDICREA GMBH	 Köln, GER	100 %	100 %
MEDICREA POLAND	 Warsaw, PL	100 %	100 %

La société MEDICREA POLAND, société de droit Polonais, a été créée en novembre 2016 et son capital social est de 200 000 zlotys.

La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE a été dissoute, sans liquidation, le 30 décembre 2016 par décision de l'associé unique, MEDICREA INTERNATIONAL.

## 2.3 Méthode de conversion

### 2.3.1 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés du Groupe est l'euro.

Les états financiers de chacune des sociétés consolidées sont préparés en monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel chaque filiale opère et qui correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqué ci-après :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du tableau des flux de trésorerie.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « écarts de conversion ».

Au 31 décembre 2016, la variation du montant des écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres s'analyse par devise de la façon suivante :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015
Dollar US	(33 522)	620 248
Livre Sterling	8 461	91 006
Zloty	(1 474)	-
Total	(26 535)	711 254

### 2.3.2 Transactions en devises étrangères

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont généralement incluses dans le compte de résultat en résultat financier.

Les pertes et gains de change résultant de la conversion et de l'élimination d'opérations ou créances et dettes intra-Groupe exprimées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de la société concernée sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opérations de financement intra-Groupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital ; ils sont dans ce cas inscrits dans les capitaux propres, en « écarts de conversion ».



## 2.4 Recours à des estimations de la direction

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour passifs courants et non courants ou des provisions pour dépréciation des stocks, de la valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stock-options et actions gratuites et le cas échéant, des actifs d'impôts différés.

Les changements très rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 31 décembre 2016, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, pourraient se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

Au 31 décembre 2016, le Groupe n'a pas connaissance de changements d'estimation ayant un effet significatif sur la période.

### NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est fondée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.

Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique qui correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France ;
- Etats-Unis ;

- Royaume-Uni ;
- Allemagne ;
- Pologne ;
- Reste du monde.

### 3.1 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :

	31.12.2016		31.12.2015		31.12.2014	
	En Euros	En %	En Euros	En %	En Euros	En %
France	5 143 923	18 %	4 699 723	17 %	3 862 765	16 %
Etats-Unis	17 646 708	60 %	16 341 872	59 %	13 995 488	58 %
Royaume-Uni	522 451	2 %	833 170	3 %	1 163 251	5 %
Allemagne	66 428	0 %	-	-	-	-
Reste du monde	5 995 916	20 %	5 882 535	21 %	5 182 751	21 %
<i>dont Europe</i>	<i>2 408 430</i>		<i>3 109 911</i>		<i>2 738 360</i>	
<i>dont Amérique du Sud</i>	<i>2 442 467</i>		<i>1 591 836</i>		<i>1 412 172</i>	
<i>dont Asie</i>	<i>579 074</i>		<i>840 304</i>		<i>892 179</i>	
<i>dont Océanie</i>	<i>157 747</i>		<i>81 372</i>		<i>97 877</i>	
<i>dont Moyen Orient et Afrique</i>	<i>408 198</i>		<i>259 112</i>		<i>42 163</i>	
Total	29 375 426	100 %	27 757 300	100 %	24 204 255	100 %

La filiale polonaise a été créée fin 2016 et il n'y a pas eu d'activité significative sur ce territoire au cours de l'exercice.

### 3.2 Compte de résultat sectoriel 2016

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2016
Chiffre d'affaires	5 143 923	17 646 708	522 451	66 428	5 995 916	29 375 426
Coût des ventes	(1 661 312)	(2 097 285)	(78 965)	(19 649)	(3 084 053)	(6 941 264)
Marge brute	3 482 611	15 549 423	443 486	46 779	2 911 863	22 434 162
Frais de recherche et développement	(881 016)	(183 350)	-	-	-	(1 064 366)
Frais de commercialisation	(4 498 943)	(8 253 098)	(832 728)	(751 940)	(1 827 865)	(16 164 574)
Commissions sur ventes	6 877	(3 431 249)	-	-	(1 800)	(3 426 172)
Frais administratifs	(4 152 764)	(1 692 635)	(212 234)	(72 422)	(93 895)	(6 223 950)
Autres produits et charges opérationnels	(2 353 792)	2 218	-	(25 596)	-	(2 377 170)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(8 397 027)	1 991 309	(601 476)	(803 179)	988 303	(6 822 070)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	(68 916)	(214 518)	-	-	-	(283 434)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(8 465 943)	1 776 791	(601 476)	(803 179)	988 303	(7 105 504)
Coût de l'endettement financier net	(1 109 196)	28 190	4 068	(7 021)	(1 423)	(1 085 382)
Autres (charges) / produits financiers	404 111	4 502	(11 027)	-	(39 171)	358 415
(Charges) / produits d'impôts	-	279 029	(8 572)	(7 211)	-	263 246
Résultat net consolidé	(9 171 028)	2 088 512	(617 007)	(817 411)	947 709	(7 569 225)

La filiale polonaise a été créée fin 2016 et il n'y a pas eu d'activité significative sur ce territoire au cours de l'exercice.

### 3.3 Compte de résultat sectoriel 2015

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2015
Chiffre d'affaires	4 699 723	16 341 872	833 170	-	5 882 535	27 757 300
Coût des ventes	(1 366 474)	(1 682 966)	(109 092)	-	(2 795 559)	(5 954 091)
Marge brute	3 333 249	14 658 906	724 078	-	3 086 976	21 803 209
Frais de recherche et développement	(833 404)	(150 488)	-	-	-	(983 892)
Frais de commercialisation	(3 712 532)	(6 985 818)	(726 279)	(170 429)	(1 622 734)	(13 217 792)
Commissions sur ventes	(35 182)	(3 073 823)	-	-	-	(3 109 005)
Frais administratifs	(3 928 962)	(1 706 499)	(203 481)	(35 058)	(81 974)	(5 955 974)
Autres produits et charges opérationnels	(85 155)	-	-	-	-	(85 155)
Résultat opérationnel avant paiement en actions	(5 261 986)	2 742 278	(205 682)	(205 487)	1 382 268	(1 548 609)
Charges de personnel liées aux paiements en actions	-	(45 218)	-	-	-	(45 218)
Résultat opérationnel après paiement en actions	(5 261 986)	2 697 060	(205 682)	(205 487)	1 382 268	(1 593 827)
Coût de l'endettement financier net	(328 738)	-	-	-	-	(328 738)
Autres (charges) / produits financiers	91 508	7 497	403	-	-	99 408
(Charges) / produits d'impôts	207 057	496 681	(247 129)	-	(148 758)	307 851
Résultat net consolidé	(5 292 159)	3 201 238	(452 408)	(205 487)	1 233 510	(1 515 306)

Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes présentées sous le secteur « France », sans réallocation analytique sur les autres zones géographiques.

### 3.4 Bilan sectoriel 2016

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2016
Ecarts d'acquisition	2 628 424	-	-	-	-	2 628 424
Immobilisations incorporelles	5 554 575	516 793	-	-	-	6 071 368
Immobilisations corporelles	6 916 792	2 694 808	258 946	93 590	135 081	10 099 217
Immobilisations financières	593 425	324 913	-	20 070	-	938 408
Impôts différés	1 407 981	1 097 719	(44 464)	(7 211)	-	2 454 025
Total actifs non courants	17 101 197	4 634 233	214 482	106 449	135 081	22 191 442
Stocks et en-cours	1 876 639	6 291 292	389 896	168 666	-	8 726 493
Clients et comptes rattachés	1 254 901	2 367 526	126 352	24 321	1 385 718	5 158 818
Autres actifs courants	3 025 993	447 064	16 904	20 156	1 360	3 511 477
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 558 458	407 091	49 487	4 456	43 648	8 063 140
Total actifs courants	13 715 991	9 512 973	582 639	217 599	1 430 726	25 459 928
Total actif	30 817 188	14 147 206	797 121	324 048	1 565 807	47 651 370

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2016
Capital	1 605 307	-	-	-	-	1 605 307
Primes d'émission, de fusion, d'apport	42 448 276	-	-	-	-	42 448 276
Réserves consolidées	(35 612 220)	10 463 180	1 251 057	1 051 872	442 954	(22 403 157)
Résultat de l'exercice	(9 171 028)	2 088 512	(617 007)	(817 411)	947 709	(7 569 225)
Total capitaux propres	(729 665)	12 551 692	634 050	234 461	1 390 663	14 081 201
Avances conditionnées	317 500	-	-	-	-	317 500
Provisions non courantes	513 842	-	-	-	-	513 842
Impôts différés	1 407 986	-	-	-	-	1 407 986
Dettes financières long terme	18 308 727	-	-	-	-	18 308 727
Total passifs non courants	20 548 055	-	-	-	-	20 548 055
Provisions courantes	1 124 676	-	-	-	-	1 124 676
Dettes financières court terme	3 602 186	-	-	115	-	3 602 301
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 487 631	1 280 849	112 863	71 484	48 149	6 000 976
Autres passifs courants	1 784 305	314 665	50 208	17 988	126 995	2 294 161
Total passifs courants	10 998 898	1 595 514	163 071	89 587	175 144	13 022 114
Total passif	30 817 188	14 147 206	797 121	324 048	1 565 807	47 651 370

La filiale polonaise a été créée fin 2016 et il n'y a pas eu d'activité significative sur ce territoire au cours de l'exercice.

### 3.5 Bilan sectoriel 2015

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2015
Ecarts d'acquisition	2 637 014	-	-	-	-	2 637 014
Immobilisations incorporelles	4 630 813	270 705	-	-	-	4 901 518
Immobilisations corporelles	4 879 518	1 750 008	283 713	10 829	88 663	7 012 731
Immobilisations financières	317 340	349 491	-	20 070	-	686 901
Impôts différés	324 098	716 202	(18 629)	-	-	1 021 671
Total actifs non courants	12 788 783	3 086 406	265 084	30 899	88 663	16 259 835
Stocks et en-cours	1 177 184	5 396 274	445 187	-	-	7 018 645
Clients et comptes rattachés	1 438 202	2 328 732	119 026	-	823 934	4 709 894
Autres actifs courants	1 848 445	982 970	29 032	38 829	2 878	2 902 154
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 492 742	483 435	113 598	78 440	-	2 168 215
Total actifs courants	5 956 573	9 191 411	706 843	117 269	826 812	16 798 908
Total actif	18 745 356	12 277 817	971 927	148 1668	915 475	33 058 743

En Euros	France	Etats-Unis	Royaume Uni	Allemagne	Reste du monde	Total IFRS 31.12.2015
Capital	1 438 030	-	-	-	-	1 438 030
Primes d'émission, de fusion, d'apport	37 635 654	-	-	-	-	37 635 654
Réserves consolidées	(31 044 617)	7 714 819	1 204 133	239 347	(434 184)	(22 320 502)
Résultat de l'exercice	(5 292 159)	3 201 238	(452 408)	(205 487)	1 233 510	(1 515 306)
Total capitaux propres	2 736 908	10 916 057	751 725	33 860	799 326	15 237 876
Avances conditionnées	403 750	-	-	-	-	403 750
Provisions non courantes	460 933	-	-	-	-	460 933
Impôts différés	324 098	-	-	-	-	324 098
Dettes financières long terme	7 156 452	-	-	-	-	7 156 452
Total passifs non courants	8 345 233	-	-	-	-	8 345 233
Provisions courantes	17 110	13 778	-	-	-	30 888
Dettes financières court terme	3 270 073	-	-	-	-	3 270 073
Autres passifs financiers courants	10 575	-	-	-	-	10 575
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 705 150	988 410	167 726	87 565	107 120	4 055 971
Autres passifs courants	1 660 307	359 572	52 476	26 743	9 029	2 108 127
Total passifs courants	7 663 215	1 361 760	220 202	114 308	116 149	9 475 634
Total passif	18 745 356	12 277 817	971 927	148 1668	915 475	33 058 743

## NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES

### 4.1 Produits de l'activité

Conformément à la norme IAS 18, les produits de l'activité sont enregistrés nets de rabais, remises, ristournes, avoirs et escomptes. Les produits sont comptabilisés dès lors que :

- il est probable que les avantages économiques futurs bénéficieront au Groupe ;
- leur montant peut être estimé de façon fiable ;
- à la date de transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date où la majorité des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés, soit le plus souvent lors de l'expédition des produits. Dans certains cas spécifiques, lorsque le Groupe livre directement les établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont donc pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière, soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

### 4.2 Charges d'amortissement et de dépréciation

Les charges d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

Amortissements	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Droits de propriété industrielle et commerciale	388 384	397 325	290 467
Autres immobilisations incorporelles	1 284 317	993 328	925 277
Constructions	17 720	3 854	1 722
Installations techniques, matériel et outillage, Instruments	2 152 314	1 408 203	1 012 884
Autres immobilisations corporelles	395 501	332 636	274 260
Total	4 238 236	3 135 346	2 504 610

Dépréciations	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Stocks	654 601	340 889	(225 269)
Clients	(32 919)	58 347	8 858
Total	621 682	399 236	(216 411)

Les amortissements se ventilent de la manière suivante :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Coût des ventes	399 193	328 120	225 973
Frais de recherche et développement et brevets	1 666 296	1 418 203	1 213 760
Frais de commercialisation	1 670 137	1 051 529	817 511
Frais administratifs	412 668	337 494	247 366
Autres produits et charges opérationnels	89 942	-	-
Total	4 238 236	3 135 346	2 504 610

### 4.3 Redevances

Les redevances versées à certains chirurgiens concepteurs liées aux rachats par contrat de leurs droits d'inventeur sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales par d'autres sociétés sont enregistrées en produits d'exploitation.

### 4.4 Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments constitutifs du résultat qui, en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence, ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités et du résultat opérationnel courants.

Au titre de l'exercice 2016, le montant des autres produits et charges opérationnels comprend tous les frais liés au déménagement des activités de Neyron et de La Rochelle sur le nouveau site de Rillieux-la-Pape, les coûts de la fermeture de l'unité de production de La Rochelle et le passage en pertes d'avances versées à un concepteur de logiciels dans le cadre du développement d'une plateforme de services informatiques dans la santé, qui ne seront pas recouvrées.

Au 31 décembre 2016, l'évolution des autres produits et charges opérationnels s'analysent de la manière suivante :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015
Passage en perte d'avances sur redevances	(913 741)	-
Coûts de licenciement des salariés de l'unité de production de La Rochelle	(783 793)	-
Coûts de fermeture des locaux de Neyron	(304 045)	-
Coûts de mobilité du personnel de l'unité de production de La Rochelle	(263 636)	-
Coûts de fermeture de l'unité de production de la Rochelle	(214 479)	-
Litiges salariaux	(25 597)	(85 155)
Reprise des indemnités de départ en retraite des salariés licenciés à La Rochelle	123 571	-
Autres	4 550	-
Total	(2 377 170)	(85 155)

## 4.5 Résultat opérationnel

L'indicateur de performance utilisé par le Groupe est le résultat opérationnel avant paiement en actions. Il comprend le résultat des activités courantes ainsi que les autres produits et charges opérationnels composés des éléments inhabituels, non récurrents et significatifs et du résultat de change sur les transactions commerciales.

## NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

### 5.1 Effectif

L'effectif par collègue et par zone géographique se répartit comme suit :

	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Cadres	84	72	67
Agents de maîtrise - Employés	85	68	61
Total	169	140	128
<i>dont France</i>	<i>113</i>	<i>102</i>	<i>90</i>
<i>dont Royaume Uni</i>	<i>7</i>	<i>6</i>	<i>5</i>
<i>dont Etats-Unis</i>	<i>42</i>	<i>30</i>	<i>33</i>
<i>dont Allemagne</i>	<i>5</i>	<i>2</i>	<i>-</i>
<i>dont Pologne</i>	<i>2</i>	<i>-</i>	<i>-</i>

### 5.2 Régime de retraites et avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leurs sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à comptabilisation de provisions, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge, catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité). Avant l'entrée en application d'IAS 19 R, le Groupe avait opté pour la constatation immédiate en résultat des écarts actuariels. Ainsi, les capitaux propres d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2013 et au 1<sup>er</sup> janvier 2014 n'ont pas été ajustés compte tenu de l'absence d'impact sur les comptes de l'application d'IAS 19 R.

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Dans le cas d'avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels générés sont comptabilisés dans l'état du résultat global, nets d'impôts différés.



Les coûts des services passés, résultant de l'adoption d'un nouveau régime ou de la modification d'un régime existant à prestations définies, sont immédiatement comptabilisés en résultat. La charge comprend :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés ainsi que les éventuels effets de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
- la charge nette d'intérêts sur les obligations et les actifs de couverture comptabilisée en résultat financier.

Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes.

La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par les conventions collectives dont dépendent les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES (respectivement Import/ Export et Métallurgie de Charente Maritime) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif non courant. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres à ces sociétés et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement ;
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 44 % pour les cadres et 41 % pour les non cadres ;
- taux de revalorisation des salaires : 2 % ;
- mode de départ : à l'initiative du salarié ;
- table de mortalité : INSEE 2012-2014 par sexe ;
- mobilité annuelle : en fonction du collègue (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au-delà de 50 ans ;
- taux d'actualisation : 1,40 %, basé, à la date de l'évaluation, sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros (Corporate bonds AA10+) pour une durée équivalente à celle des engagements, en application de la norme IAS19 et de la recommandation de l'ANC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 31 décembre 2016 s'élève à 525 011 euros, comparé à 468 043 euros au 31 décembre 2015. Les variations s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016
Dette actuarielle au 31.12.2015	468 043
<i>Coût des services en résultat opérationnel</i>	<i>(42 869)</i>
<i>Coût financier net</i>	<i>10 219</i>
Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies	(32 650)
Ecart actuariels	89 618
Dette actuarielle au 31.12.2016	525 011

L'usine de La Rochelle a cessé son activité au 31 janvier 2017 et les salariés n'ayant pas souhaité rejoindre le site de Rillieux-la-Pape ont été licenciés. Les estimations des indemnités de fin de carrière

au 31 décembre 2016 ont donc été réalisées en excluant les salariés ayant quitté la société MEDICREA TECHNOLOGIES début 2017 et en transférant sur la société MEDICREA INTERNATIONAL les salariés ayant accepté leur mutation.

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

### 5.3 Médailles de travail

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, les conventions collectives applicables ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

### 5.4 Paiements fondés sur des actions

Des stocks-options et des actions gratuites sont attribuées aux salariés des sociétés du Groupe.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits ajustée des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options, du taux de dividendes, de la volatilité du titre MEDICREA et du taux sans risque. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits. Pour les options de souscription d'actions, un tiers de la juste valeur est reconnue l'année de l'attribution des options, un tiers l'année suivante et le solde deux ans plus tard. Pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue jusqu'à présent sur deux ans ou un an pour celles attribuées dans le cadre de la loi Macron hormis pour les salariés américains pour lesquels la durée est de quatre ans ou deux ans pour celles attribuées sous le régime Macron.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celles des titres d'un échantillon de sociétés comparables. Le taux sans risque correspond au taux zéro coupon Eurozone 6 ans à la date d'attribution. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

#### 5.4.1 Description des plans existants

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012, 25 juin 2014, 3 juin 2015 et du 18 décembre 2015 ont délégué au Conseil d'Administration la compétence d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013, 27 mars 2014, 3 septembre 2015, 25 juillet 2016 et 19 septembre 2016 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.

#### ▪ Options de souscription

Les principales caractéristiques des plans d'options en vigueur sont les suivantes :

Date d'attribution (Date du Conseil d'Administration)	05.06.08	25.06.09	17.12.09	17.06.10	16.06.11	17.12.13	27.03.14	03.09.15	25.07.16	19.09.16
Nombre d'options attribuées	25 215	99 200	15 000	112 800	95 500	10 000	30 000	12 000	400 000	6 500
Prix de souscription	6 €	6,16 € 6,56 €* <sup>(1)</sup>	6,32 €	6,14 € 6,28 €* <sup>(1)</sup>	9,10 € 11,44 €* <sup>(1)</sup>	8,77 €	9,10 €	6,67 €	5,43 €* <sup>(4)</sup>	5,74 €* <sup>(5)</sup>
Période d'acquisition des droits	0-2 ans <sup>(1)</sup>	1-3 ans <sup>(2)</sup>	0-2 ans <sup>(2)</sup>	1-3 ans <sup>(1)</sup>	1-3 ans <sup>(1)</sup>	1-3 ans <sup>(1)</sup>	1-3 ans <sup>(1)</sup>	1-3 ans <sup>(3)</sup>	1-3 ans <sup>(4)</sup>	1-3 ans <sup>(5)</sup>
Durée de vie des options	10 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans

\* Le prix d'exercice est différent pour les salariés américains car les dates d'attribution définitives sont effectives 20 jours de bourse après la date du Conseil d'Administration décidant de l'attribution.

(1) Les options sont intégralement exerçables

(2) Les options n'ayant pas été exercées sont caduques

(3) Un tiers des options sont exerçables, un tiers le seront à compter du 3 septembre 2017 et un tiers à compter du 3 septembre 2018

(4) Un tiers des options seront exerçables à compter du 25 juillet 2017, un tiers à compter du 25 juillet 2018 et un tiers à compter du 25 juillet 2019

(5) Un tiers des options seront exerçables à compter du 19 septembre 2017, un tiers à compter du 19 septembre 2018 et un tiers à compter du 19 septembre 2019

L'exercice des options est subordonné à la présence du salarié dans le Groupe à la date d'exercice. Sur les 806 215 options totales attribuées, compte tenu des départs des salariés intervenus depuis la mise en place des premiers plans, 139 256 d'entre elles sont caduques au 31 décembre 2016. Par ailleurs le délai d'exercice de 59 720 options a expiré à la fin de l'année 2016 et 37 521 options ont été exercées (15 147 en 2014 et 22 374 en 2015). Le nombre d'options pouvant encore être exercées est donc de 569 718 au 31 décembre 2016.

#### ▪ Actions gratuites

186 274 actions ont été attribuées depuis 2008. Ces actions sont acquises par le bénéficiaire au terme d'une période de deux ans pour les salariés français et de quatre ans pour les salariés américains (hors régime dit Macron qui a raccourci ces périodes de moitié). Compte tenu des départs de salariés intervenus au cours des exercices 2008 à 2016, le nombre d'actions gratuites attribuées et acquises s'élève à 94 283 auxquelles il faut rajouter 41 990 actions gratuites attribuées qui seront acquises le 19 septembre 2017 et 31 000 actions gratuites attribuées qui seront acquises le 19 septembre 2018, soit un total de 167 273 actions gratuites attribuées.

#### 5.4.2 Evolution du nombre d'instruments en circulation

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour l'exercice 2016 :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.15	229 338	2,36	7,29	-	-	-
- attribuées	406 500	6,72	5,43	72 990	0,72	1,72
- annulées	(4 400)	-	6,81	-	-	-
- expirées	(61 720)	-	6,16	-	-	-
- exercées	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.16	569 718	5,33	6,09	72 990	0,72	1,72

Pour l'exercice 2015, ces opérations se résument comme suit :

	Options de souscription			Actions gratuites		
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	Prix d'exercice moyen (en €)	Nombre d'actions	Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne	
					France	Etats-Unis
Solde au 31.12.14	240 212	2,89	7,21	-	-	-
- attribuées	12 000	6,67	6,67	-	-	-
- annulées	500	1,59	6,14	-	-	-
- expirées	-	-	-	-	-	-
- exercées (1)	22 374	2,18	6,15	-	-	-
Solde au 31.12.15	229 338	2,36	7,29	-	-	-

(1) 22 374 stocks options ont été exercées en 2015. La constatation de l'augmentation de capital correspondante n'a été réalisée que pour 5 698 titres au 31 décembre 2015.

### 5.4.3 Traductions comptables des instruments attribués

Les impacts comptables des instruments attribués sont les suivants :

Date d'attribution	Type	Nombre d'instruments en circulation	Prix d'exercice (en €)	Prix de l'action à la date d'attribution (en €)	Taux de dividende	Volatilité attendue	Taux sans risque	Juste valeur (en €)	Charge comptable 2016 (en K€)	Charge des plans depuis l'origine (en K€)
05.06.2008	Option	9 759	6,00	5,73	0%	40%	4,44%	2,74	-	27
05.06.2008	Action	17 163	Gratuit	5,73	0%	-	-	5,73	-	98
25.06.2009	Option	7 480	6,16	6,55	0%	40%	2,89%	2,83	-	21
25.06.2009	Action	35 700	Gratuit	6,55	0%	-	-	6,55	-	234
17.12.2009	Option	13 000	6,32	5,96	0%	40%	2,54%	2,31	-	30
17.12.2009	Action	2 000	Gratuit	5,96	0%	-	-	5,96	-	12
17.06.2010	Option	49 500	6,14	6,22	0%	40%	1,83%	2,47	-	122
17.06.2010	Option	22 500	6,28	6,22	0%	40%	1,83%	2,38	-	54
17.06.2010	Action	35 920	Gratuit	6,22	0%	-	-	6,22	-	224
16.06.2011	Option	26 500	9,10	9,40	0%	33%	2,37%	3,06	-	81
16.06.2011	Option	20 000	11,44	9,40	0%	33%	2,37%	4,78	-	96
16.06.2011	Action	3 500	Gratuit	9,40	0%	-	-	9,40	-	33
17.12.2013	Option	10 000	8,77	8,88	0%	36%	2,69%	3,05	3	30
27.03.2014	Option	30 000	9,10	9,14	0%	35%	2,33%	3,02	14	88
03.09.2015	Option	12 000	6,67	6,48	0%	33%	0,37%	1,76	11	15
25.07.2016	Option	400 000	5,43	5,85	0%	36%	- 0,31%	1,86	160	160
19.09.2016	Action	72 990	Gratuit	5,85	0%	-	-	5,85	94	94
19.09.2016	Option	6 500	5,53	5,04	0%	36%	- 0,31%	1,31	1	1
TOTAL		774 512							283	1 420

Ce tableau ne tient pas compte des 37 521 stocks options qui ont été exercées en 2014 et 2015 et des 61 720 stocks options ayant expiré au 31 décembre 2016 et qui ne peuvent plus être exercées.

Le nombre d'instruments en circulation s'analyse comme suit :

En nombre	31.12.16
Nombre d'instruments en circulation	774 512
Nombre d'options exercées	(37 521)
Nombre d'instruments en circulation non exercés	736 991
<i>dont nombre de stocks options attribués</i>	<i>569 718</i>
<i>dont nombre d'actions gratuites attribuées</i>	<i>167 273</i>

### 5.5 Droit Individuel de Formation (DIF), désormais Compte Personnel de Formation (CPF)

Seules les dépenses de formation effectivement engagées au titre du droit individuel à la formation, suite à une décision mutuelle entre le salarié et le Groupe sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et le Groupe, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif ;

- démission ou licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

Depuis le 1er janvier 2015 le DIF a laissé place au Compte Personnel de Formation (CPF) dont le décompte n'est plus assuré par le Groupe mais par la Caisse des Dépôts et Consignation. La contribution annuelle du Groupe au titre du CPF (0,2% de la masse salariale des sociétés françaises) est versée aux Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui assurent par conséquent, le financement des futures formations réalisées dans ce cadre.

### **5.6 Employee Stock Purchase Plan (ESPP) - Plan d'achat d'actions des salariés aux Etats-Unis**

Un plan d'achat d'actions réservé aux salariés américains de MEDICREA USA est en place depuis le 1er janvier 2015. Il leur permet d'acquérir des actions de la société mère MEDICREA INTERNATIONAL, dans un cadre fiscal et juridique strictement défini par la réglementation américaine, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Seuls les salariés ayant au minimum une ancienneté de 3 mois lors de la souscription annuelle (en décembre) peuvent participer au plan en versant mensuellement une somme forfaitaire sur un compte dédié ;
- Les sommes ainsi accumulées leur permettent, chaque fin d'année, d'acheter des actions MEDICREA INTERNATIONAL à un prix égal à 85 % d'un cours de l'action égal à la moyenne des cours du 1<sup>er</sup> janvier et du 30 novembre ;
- Ces actions devront être conservées 12 mois avant de pouvoir être vendues ou transférées.

En 2016, 7 879 actions ont été souscrites par 7 salariés à un cours de 4,32 USD (en 2015, 6 299 actions avaient été souscrites par 7 salariés à un cours de 6,41 USD). La différence entre le prix effectivement versé par la société pour acquérir les titres et le prix payé par les salariés est passée en charge de l'exercice. Les frais liés à l'administration de ce plan, 14 862 dollars en 2016 (17 918 dollars en 2015) sont supportés par MEDICREA USA. Ce plan sera clôturé en fin d'année 2017.

### **5.7 Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux**

MEDICREA INTERNATIONAL compte deux dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Monsieur Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Monsieur Jean Philippe CAFFIERO, Directeur Général Délégué de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la Société. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, perçoit des honoraires notamment pour les prestations assurées par Monsieur SOURNAC pour le Groupe MEDICREA. Ces honoraires sont versés via un contrat de prestations entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL. Le montant des prestations facturées par ORCHARD à MEDICREA INTERNATIONAL au titre de l'exercice 2016 pour les travaux effectués par Monsieur SOURNAC s'est élevé à 300 000 euros HT (idem en 2015).

Monsieur SOURNAC n'a pas perçu de la Société d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 6 000 euros en 2016 (idem en 2015).

Monsieur CAFFIERO n'est pas rémunéré pour son mandat de Directeur Général Délégué. Les prestations de direction des ventes export de Monsieur CAFFIERO sont facturées par ORCHARD INTERNATIONAL, à MEDICREA INTERNATIONAL, via le contrat de prestations qui lie les deux sociétés

ORCHARD INTERNATIONAL a facturé en 2016 à MEDICREA INTERNATIONAL, au titre des missions de direction des ventes exercées par Monsieur CAFFIERO, 64 000 euros HT (idem en 2015). Il est précisé que depuis le 1er janvier 2015, suite à la demande de Monsieur CAFFIERO de réduire ses activités au sein du Groupe, le montant des prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL a été significativement revu à la baisse.

Monsieur CAFFIERO n'a pas perçu d'autres rémunérations directes et indirectes autres que celles mentionnées ci-dessus, hormis des jetons de présence d'un montant de 6 000 euros en 2016 (idem en 2015).

### 5.8 Répartition des frais de personnel

Les frais de personnel (hors dépenses d'intérimaires) se ventilent de la manière suivante, après prise en compte du crédit compétitivité emploi de 134 080 euros au titre de l'exercice 2016 (130 039 euros au titre de l'exercice 2015) :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Coût des ventes	2 256 701	1 908 159	1 477 098
Frais de recherche et développement	1 547 585	1 449 498	990 424
Quote part de frais activés	(1 486 558)	(1 257 579)	(812 186)
Frais de recherche et développement (1)	61 027	191 919	178 238
Frais de commercialisation	8 500 790	6 809 163	5 586 637
Frais administratifs	2 287 114	2 230 994	2 034 897
Total	13 105 632	11 140 235	9 276 870

(1) : correspond aux frais de personnel non activés

**NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES****6.1 Ecarts d'acquisition ou goodwill**

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition concernent principalement la société MEDICREA TECHNOLOGIES à La Rochelle acquise en 2002 à l'issue d'un LBO.

En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont pas amortis, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière. Sur la base du cours de l'action MEDICREA au 31 décembre 2016, la capitalisation boursière était de 54,2 millions d'euros à comparer à une situation nette consolidée de 14,1 millions d'euros.

**6.2 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés**

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an, pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les écarts d'acquisition. En application de la norme IAS 36, lorsque la valeur nette comptable de ces actifs à durée de vie indéfinie devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Pour ces tests, les actifs sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

**6.3 Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et de développement, les brevets et marques et les logiciels. Les frais de recherche et de développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et de développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.



Les brevets, licences et marques sont amortis sur 5 à 10 ans, en fonction de leur durée d'utilisation.  
Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à trois ans.

#### 6.4 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, le coût d'une immobilisation corporelle est constitué :

- de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables ;
- des frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ;
- des remises et rabais commerciaux déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les durées d'amortissement appliquées par le Groupe sont les suivantes :

- les terrains ne sont pas amortis ;
- les agencements et les aménagements des terrains sont amortis sur 15 ans ;
- le matériel industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 3 et 10 ans ;
- l'outillage industriel est amorti sur sa durée d'utilité estimée comprise entre 2 et 3 ans ;
- les installations techniques et agencements sont amortis sur leur durée d'utilité estimée, comprise entre 5 et 10 ans ;
- les autres catégories d'immobilisations corporelles telles que le matériel de bureau et informatique, et le mobilier sont amorties sur des durées d'utilité comprises entre 3 et 10 ans.

Les biens acquis au moyen d'un contrat de location financement, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété du bien, sont comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit pour les valeurs d'origine du contrat, et donc par comptabilisation d'un actif amortissable et d'une dette financière. La qualification des contrats s'apprécie au regard de la norme IAS 17. Les biens concernés sont composés principalement de machines et divers équipements industriels utilisés pour la fabrication des implants et des ancillaires, sous forme de prototypes, premières séries ou grandes séries.

Les biens sous contrat de locations financières (principalement du matériel informatique et de bureau), utilisés sur leur durée de vie totale et dont le montant de la location couvre le prix des actifs financés sont également, en application de la norme IAS 17, comptabilisés selon des modalités identiques à une acquisition à crédit.

Les ancillaires faisant partie des kits mis à disposition des établissements de santé clients jusqu'à leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence, sont amortis sur une durée de trois ans. Le matériel de démonstration est amorti en règle générale sur 5 ans.

#### 6.5 Immobilisations et amortissements relatifs aux trois derniers exercices

Les immobilisations (hors écarts d'acquisition) se décomposent comme suit :

Immobilisations – En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Frais de recherche & développement	10 611 860	8 320 009	6 414 152
Brevets et droits similaires	3 688 144	3 578 786	3 463 728
Licences et logiciels	1 246 653	828 945	526 130
Marques	25 133	25 133	25 133
Immobilisations incorporelles	15 571 790	12 752 873	10 429 143
Constructions	22 182	56 082	22 855
Installations techniques	6 461 797	5 812 818	3 935 289
Matériel de démonstration	658 189	690 108	683 926
Kits d'instruments	5 767 515	5 094 922	4 560 108
Matériel informatique et de bureau	1 740 258	1 106 404	1 002 030
Autres immobilisations	3 734 134	1 374 225	1 246 421
Immobilisations corporelles	18 384 075	14 134 559	11 450 629
Dépôts et cautionnements	779 803	528 288	260 344
Placements en garantie	158 605	158 613	158 357
Immobilisations financières	938 408	686 901	418 701
Total valeurs brutes	34 894 273	27 574 333	22 298 473

Amortissements et provisions – En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Amortissements immobilisations incorporelles	9 500 422	7 851 355	6 458 749
Amortissements immobilisations corporelles	8 284 858	7 121 828	5 969 339
Total amortissements et provisions	17 785 280	14 973 183	12 428 088
Total valeurs nettes	17 108 993	12 601 150	9 870 385

Sur une période de 3 années, les variations (hors écarts d'acquisition) des immobilisations se présentent comme suit :

Immobilisations nettes – En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Au 1 <sup>er</sup> janvier	12 601 150	9 870 385	7 473 198
Investissements de la période	9 094 944	5 896 896	5 061 716
Cessions de la période	(378 400)	(430 278)	(453 363)
Dotations aux amortissements et provisions	(4 238 236)	(3 135 346)	(2 504 610)
Variation des taux de change	29 535	399 493	293 444
Au 31 décembre	17 108 993	12 601 150	9 870 385

## 6.6 Variation des immobilisations et amortissements au cours de 2016

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

Valeurs brutes – En Euros	01.01.2016	Variation taux de change	Acquisitions	Cessions	Autres	31.12.2016
Frais de recherche & développement	8 320 009	10 620	2 281 231	-	-	10 611 860
Brevets et droits similaires	3 578 786	-	109 358	-	-	3 688 144
Licences et logiciels	828 945	(6 042)	413 570	23 720	33 900	1 246 653
Marques	25 133	-	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	12 752 873	4 578	2 804 159	23 720	33 900	15 571 790
Constructions	22 182	-	-	-	-	22 182
Installations techniques	5 855 467	360	623 211	7 419	(9 822)	6 461 797
Matériel de démonstration	690 108	5 845	249 095	286 859	-	658 189
Kits d'instruments	5 094 922	44 137	1 602 591	975 816	1 681	5 767 515
Matériel informatique et de bureau	1 106 404	(2 442)	634 446	88 972	90 822	1 740 258
Autres immobilisations	1 365 476	9 891	2 903 739	452 469	(92 503)	3 734 134
Immobilisations corporelles	14 134 559	57 791	6 013 082	1 811 535	(9 822)	18 384 075
Dépôts et cautionnements	528 256	11 473	277 703	37 629	-	779 803
Placements en garantie	158 645	-	-	40	-	158 605
Immobilisations financières	686 901	11 473	277 703	37 669	-	938 408
Total valeurs brutes	27 574 333	73 842	9 094 944	1 872 924	24 078	34 894 273

Amortissements – En Euros	01.01.2016	Variation taux de change	Dotations	Reprises	Autres	31.12.2016
Frais de recherche & développement	4 916 860	6 110	1 284 317	-	-	6 207 287
Brevets et droits similaires	2 618 642	-	222 752	-	-	2 841 394
Licences et logiciels	290 720	(6 024)	165 632	23 720	-	426 608
Marques	25 133	-	-	-	-	25 133
Immobilisations incorporelles	7 851 355	86	1 672 701	23 720	-	9 500 422
Constructions	4 462	-	17 720	-	-	22 182
Installations techniques	2 182 945	364	476 202	28 792	24 078	2 654 797
Matériel de démonstration	388 674	3 595	221 693	285 119	-	328 843
Kits d'instruments	2 768 560	30 901	1 454 419	775 030	-	3 478 850
Matériel informatique et de bureau	807 972	(1 752)	154 299	82 545	(32 366)	845 608
Autres immobilisations	969 215	11 113	241 202	299 318	32 366	954 578
Immobilisations corporelles	7 121 828	44 221	2 565 535	1 470 804	24 078	8 284 858
Total amortissements	14 973 183	44 307	4 238 236	1 494 524	24 078	17 785 280

Valeurs nettes – En Euros	01.01.2016	Variation taux de change	Augmentations	Diminutions	Autres	31.12.2016
Immobilisations incorporelles	4 901 518	4 492	1 131 458	-	33 900	6 071 368
Immobilisations corporelles	7 012 731	13 570	3 447 547	340 731	(33 900)	10 099 217
Immobilisations financières	686 901	11 473	277 703	37 669	-	938 408
Total valeurs nettes	12 601 150	29 535	4 856 708	378 400	-	17 108 993

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés sur l'exercice 2016 portent sur :

- la poursuite du développement de la solution complète (UNiD™) incluant plusieurs applications logicielles et une cellule d'assistance et de planification opératoire permettant de proposer des implants sur-mesure aux patients ;
- le développement d'implants de corporectomie sur mesure ;
- la finalisation de la mise au point du procédé de fabrication d'impression 3D par couches additives de titane ;
- l'intégration de nouveaux services d'exploitation de données pré, per et post-opératoire et d'apprentissage analytique.

Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au titre de l'exercice 2016 s'élève à 2 281 231 euros contre 1 886 300 euros en 2015. Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice s'analyse de la manière suivante :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015
Frais de recherche et développement	4 335 924	3 846 654
<i>dont dotation aux amortissements des frais de recherche activés</i>	<i>1 284 317</i>	<i>993 328</i>
Activation des frais de recherche	(2 281 231)	(1 886 300)
Crédit d'impôt recherche	(990 327)	(976 462)
Total des frais de R&D inscrits en charges de l'exercice	1 064 366	983 892

2/ Les dépenses de brevets activées en 2016 s'élèvent à 109 358 euros, pour 115 058 euros au titre de l'exercice précédent. Elles concernent principalement les tiges d'ostéosynthèse du rachis sur-mesure (tiges UNiD®), le système de fixation thoraco-lombaire PASSLP® et ses extensions et le système LigaPASS® 2.0, technologie d'ancrage par lien sous-lamaire destinée à la fixation postérieure thoraco-lombaire rachidienne.

3/ L'augmentation des licences et logiciels est essentiellement liée au développement d'un logiciel et d'applications de planification chirurgicale.

4/ Le Groupe poursuit l'extension de son parc machines avec un investissement de 0,2 million d'euros dans une ligne de cintrage automatique destinée à la fabrication des tiges sur mesure UNID™ et de 0,2 million d'euros dans un compresseur alimentant les machines du nouveau siège de Rillieux-la-Pape.

5/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

6/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et

amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis et dans les filiales de distribution nouvellement créées. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

7/ L'augmentation du matériel informatique et de bureau est directement liée à la mise en service du nouveau siège social.

8/ L'augmentation des autres immobilisations corporelles s'explique par les installations et agencements du nouveau siège social pour 2,3 millions d'euros ainsi que des travaux d'agrandissement des bureaux de MEDICREA USA à New York pour 0,9 million d'euros.

9/ Les amortissements des constructions et des autres immobilisations corporelles comprennent une dotation non récurrente de 0,1 million d'euros pour ramener la valeur nette comptable des installations et agencements non transférés du site de La Rochelle à un montant nul en raison de la fermeture de l'usine.

## 6.7 Contrats de location

### 6.7.1 Locations financement et locations financières

Les immobilisations acquises par voie de location financement concernent des logiciels, des installations techniques, des matériels et outillages et des équipements informatiques. Elles s'élèvent en valeur nette à 1 961 587 euros au 31 décembre 2016 contre 2 219 355 euros au 31 décembre 2015 et se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Logiciels	21 700	-	-
Installations techniques et matériels	3 432 347	3 432 347	2 683 357
Equipements informatiques	397 519	397 519	388 535
Total valeurs brutes	3 851 566	3 829 866	3 071 892
Amortissements logiciels	7 655	-	-
Amortissements installations techniques	1 527 265	1 305 544	1 104 494
Amortissements équipements informatiques	355 059	304 967	243 648
Total amortissements	1 889 979	1 610 511	1 348 142
Total valeurs nettes	1 961 587	2 219 355	1 723 750

La dette financière correspondant aux actifs financés par ces contrats est de 1 267 017 euros au 31 décembre 2016 contre 1 714 319 euros au 31 décembre 2015.

Les engagements s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Valeur d'origine	3 851 566	3 829 866	3 071 892
Amortissement	(1 889 979)	(1 610 511)	(1 348 142)
<i>Dont dotation aux amortissements de l'exercice</i>	<i>(279 468)</i>	<i>(262 173)</i>	<i>(186 971)</i>
Valeur nette	1 961 587	2 219 355	1 723 750
Redevances payées			
Cumul sur exercices antérieurs (1)	1 034 543	510 326	1 552 860
Redevances de l'exercice (1)	504 997	524 217	262 660
Total	1 539 540	1 034 543	1 815 520
Redevances restant à payer			
A un an au plus	426 986	496 359	386 662
Entre 1 et 5 ans	867 764	1 177 429	922 873
Au-delà de 5 ans	-	103 840	221 842
Total	1 294 750	1 777 628	1 531 377
Valeurs résiduelles	23 514	23 297	15 806

(1) Cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice.

## 6.7.2 Locations simples

Les locations simples concernent principalement les loyers afférents aux bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité, et se répartissent comme suit :

Sociétés	Montant du loyer annuel 2016
MEDICREA INTERNATIONAL – Lyon	532 005 euros
MEDICREA TECHNOLOGIES – La Rochelle	143 348 euros
MEDICREA TECHNOLOGIES UK – Cambridge	10 775 livres sterling
MEDICREA USA – New York *	330 146 dollars
MEDICREA GMBH – Cologne	34 122 euros

\* six mois de loyers gratuits octroyés en 2016 lors du renouvellement du bail

Le bail concernant les anciens locaux de MEDICREA INTERNATIONAL s'est terminé le 31 octobre 2016. L'emménagement dans de nouveaux bâtiments dont la Société est également locataire, est effectif depuis fin septembre 2016. Le Groupe a ainsi regroupé l'activité de ses 3 filiales françaises sur un même site moyennant un loyer annuel de 1 million d'euros et un engagement de 12 années de location. Le bail du site de fabrication de La Rochelle a été dénoncé avec effet au 31 janvier 2017.

Aux Etats-Unis, le bail arrivé à échéance fin mars 2016 a été renégocié et renouvelé pour une durée de 10 années, avec une augmentation de la surface louée d'un étage supplémentaire. Le nouveau loyer annuel qui ne produira ses effets qu'à compter de 2017 s'élève à 1 million de dollars avec un engagement de location sur une durée de 48 mois. En cas de résiliation de bail anticipée, les locaux seraient facilement reloués du fait de leur emplacement privilégié à New York.

Les engagements de location simple à venir se résument comme suit, hors locations financières enregistrées en immobilisations corporelles :

En Euros	31.12.2016	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	De 5 à 10 ans	A plus de 10 ans
Loyers immobiliers et matériels	23 449 016	2 205 512	8 189 313	10 015 611	3 038 580

## 6.8 Immobilisations financières

Elles sont constituées essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur faible valeur. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable. L'augmentation des dépôts et cautionnement en 2016 est directement liée aux baux de location des nouvelles installations immobilières du Groupe.

## NOTE 7 : STOCKS ET EN-COURS

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche. Les stocks de produits finis et semi finis sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation. Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Matières premières	570 525	327 852	281 250
En-cours de production	640 224	378 648	440 106
Produits semi-finis	1 029 521	541 713	625 615
Produits finis	9 174 538	7 804 146	6 677 120
Valeurs brutes	11 414 808	9 052 359	8 024 091
Provisions pour dépréciation	(2 688 315)	(2 033 714)	(1 692 825)
Valeurs nettes	8 726 493	7 018 645	6 331 266

En valeur brute, le stock augmente de 26 % par rapport à 2015. Pour anticiper la fermeture en deux étapes en août 2016 et en janvier 2017 de l'usine de La Rochelle, ainsi que le démarrage progressif du nouveau site de Rillieux-la-Pape lié à la nécessité d'obtenir toutes les qualifications réglementaires obligatoires, le Groupe a eu largement recours à la sous-traitance sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2016 afin d'assurer une continuité de service pour l'ensemble de ses clients. Cette situation temporaire a impacté défavorablement les marges de la 2<sup>ème</sup> partie de l'exercice et augmenté sensiblement le niveau de stocks, notamment de produits finis et semi-finis.

Les provisions pour dépréciation par catégorie de stocks se répartissent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Matières premières	53 962	13 237	16 964
En-cours de production	53 457	47 601	9 834
Produits semi-finis	-	16 416	23 547
Produits finis	2 580 896	1 956 460	1 642 480
Provisions pour dépréciation	2 688 315	2 033 714	1 692 825

La hausse des dépréciations est liée principalement à la hausse du niveau de stock.

## NOTE 8 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et autres créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction de ce risque.

Le Groupe mobilise, en fonction des besoins de trésorerie, ses créances clients par le recours au factoring. Les factures faisant l'objet d'un financement sont maintenues en créances clients.

Les créances clients et autres actifs courants s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Créances clients – valeur brute	5 195 604	4 779 599	4 392 691
Provision sur créances douteuses	(36 786)	(69 705)	(11 358)
Créances clients	5 158 818	4 709 894	4 381 333
Créances sociales	10 677	31 843	25 970
Créances fiscales	2 339 202	1 593 332	1 354 602
Autres créances	436 412	892 408	485 635
Charges constatées d'avance	725 186	384 571	436 435
Autres actifs courants	3 511 477	2 902 154	2 302 642
Total créances – valeurs brutes	8 707 081	7 681 753	6 695 333
Total créances – valeurs nettes	8 670 295	7 612 048	6 683 975

Le délai moyen d'encaissement des créances clients s'établit à 53 jours au 31 décembre 2016, contre 58 jours à la clôture de l'exercice précédent.

Les créances clients dont l'espérance de recouvrement est fortement improbable font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit d'impôt recherche, le crédit d'impôt compétitivité pour l'emploi et la TVA à récupérer (ce dernier poste étant en forte hausse comparativement à l'exercice 2015).

Les autres créances comprennent principalement des avances et acomptes fournisseurs. La baisse du solde par rapport au 31 décembre 2015 s'explique par le passage en charges en 2016 d'avances versées dans le cadre d'un contrat de coopération avec une société informatique américaine (1 200 000 dollars), et d'un contrat de cession de droits d'inventeur avec un chirurgien (76 138 dollars).

#### NOTE 9 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un élément passé, existant indépendamment d'actions futures, vis-à-vis d'un tiers, entraînant pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au-delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier seulement si l'impact est significatif.



Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Provisions pour pensions et assimilés	525 011	468 043	347 611
Provisions pour litiges	10 000	23 778	-
Provisions pour charges	1 103 507	-	-
Total	1 638 518	491 821	347 611

La provision pour charges correspond essentiellement aux indemnités de mutation et/ou de licenciements à verser aux salariés de l'usine de La Rochelle consécutivement à la fermeture du site. Corrélativement, les obligations du Groupe en matière d'indemnités de départ à la retraite diminuent par rapport à l'exercice précédent.

L'évolution des provisions pour risques s'analyse comme suit :

En Euros	2016	2015	2014
Au 1 <sup>er</sup> janvier	491 821	347 611	331 747
Dotations aux provisions	1 193 201	137 724	47 883
Reprises de provisions – montants utilisés	(13 562)	-	(99 193)
Reprises de provisions – montants non utilisés	(122 343)	-	-
Ecart actuariels	89 618	6 161	67 174
Variation des taux de change	(217)	325	-
Au 31 décembre	1 638 518	491 821	347 611
<i>dont variations en résultat opérationnel</i>	<i>1 047 077</i>	<i>130 339</i>	<i>(58 868)</i>
<i>dont variations en résultat financier</i>	<i>10 219</i>	<i>7 385</i>	<i>7 558</i>

Les échéances des provisions courantes et non courantes se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2016	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Provisions pour pensions et assimilés	525 011	11 169	37 338	476 504
Provisions pour litiges	10 000	10 000	-	-
Provisions pour charges	1 103 507	1 103 507	-	-
Total	1 638 518	1 124 676	37 338	476 504

**NOTE 10 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS****10.1 Endettement financier net****10.1.1 Dettes financières**

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les dettes financières s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Emprunts obligataires	15 044 576	1 760 662	545 000
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 774 752	6 448 853	4 335 608
Crédit-bail	1 247 341	1 661 642	1 327 899
Locations financières	19 676	52 677	92 185
Concours bancaires courants	500 000	376 700	400 000
Factoring	309 758	-	148 130
Intérêts courus bancaires	5 926	7 462	8 773
Intérêts courus sur emprunts	8 999	9 865	15 048
Autres dettes financières	-	108 664	97 224
Total	21 911 028	10 426 525	6 969 867

Au 31 décembre 2016, l'ensemble des dettes financières est contracté en euros et à taux fixe.

L'évolution du solde des emprunts auprès des établissements de crédit est liée aux remboursements effectués au cours de l'exercice 2016 suivant les plans d'amortissement existants, à la souscription de quatre nouveaux emprunts d'un montant total de 0,3 million d'euros, rémunérés à des taux d'intérêts compris entre 0,75 % et 1,79 % sur une durée de 4 à 5 ans pour financer divers matériels industriels et à la souscription d'un emprunt de 0,1 million d'euros, rémunéré à un taux fixe de 4,25 % sur une durée de 2 ans pour financer les frais de recherche et développement 2016 éligibles au Crédit d'Impôt Recherche.

Dans le cadre de la consolidation de ses besoins de financement et pour faire face à ses futurs investissements, le Groupe a émis :

- en février 2016 un emprunt obligataire d'un montant de 1 150 000 euros rémunéré au taux de 7 % (intérêts payables trimestriellement), remboursable in fine à l'issue d'une période de deux ans ;
- en août 2016 un emprunt obligataire convertible en actions de la Société, d'un montant de 15 millions d'euros rémunéré au taux de 6,75 % (intérêts payables trimestriellement), remboursable in fine à l'issue d'une période de quatre ans, et assorti d'une prime de non conversion de 10 % du nominal. L'unique souscripteur de ces obligations convertibles est ATHYRIUM CAPITAL MANAGEMENT, investisseur américain de référence dans le secteur de la santé. Ces obligations sont convertibles en nouvelles actions ordinaires de la Société au prix de 6,25 euros par action. A ces instruments financiers sont attachés certains engagements décrits au paragraphe 10.3.3 – Risques de liquidité. Cet emprunt obligataire convertible est comptabilisé conformément aux normes IAS 32, IAS 39 et IFRS 7.

Ces deux emprunts obligataires souscrits en 2016 s'ajoutent à l'emprunt obligataire convertible de 2 millions d'euros au taux de 6 % mis en place en avril 2015 et dont le capital restant à rembourser s'élève à 1,4 millions d'euros au 31 décembre 2016. Les dettes obligataires se décomposent comme suit à la clôture de l'exercice :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Emprunt obligataire convertible – Août 2016 (1)	12 508 018	-	-
Emprunt obligataire – Février 2016	1 150 000	-	-
Emprunt obligataire convertible – Avril 2015	1 386 558	1 760 662	-
Autres emprunt obligataire convertible	-	-	545 000
Total	15 044 576	1 760 662	545 000

(1) Selon les normes IAS32, IAS 39 et IFRS 7, une obligation convertible est qualifiée d'instrument composé dans la mesure où sa nature hybride pose la question de la qualification de l'instrument en dettes ou en capitaux propres. En ce sens, une obligation convertible par le porteur en un nombre fixe d'actions ordinaires de l'émetteur comporte deux composantes :

- une composante dette ;
- une composante capitaux propres qui correspond à l'option d'achat d'actions vendue par l'émetteur aux souscripteurs des obligations.

Compte tenu de ces éléments, l'emprunt obligataire de 15 000 000 d'euros a fait l'objet d'une décomposition en une composante dettes de 13 561 365 euros et une composante capitaux propres de 1 438 635 euros en application de la méthode dite du split-accounting (IAS 32).

Le même raisonnement est appliqué aux frais d'émission de l'emprunt d'un montant global de 1 550 120 euros, conduisant à les décomposer en une composante dettes de 1 401 450 euros et une composante capitaux propres de 148 671 euros.

Au 31 décembre 2016, la décomposition de l'emprunt obligataire convertible s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2016
Emprunt obligataire convertible	15 000 000
Composante capitaux propres de l'emprunt obligataire	(1 438 635)
Frais d'émission de l'emprunt	(1 550 120)
Composante capitaux propres des frais d'émission	148 671
Amortissement de l'exercice du retraitement de l'emprunt obligataire	235 697
Amortissement de l'exercice du retraitement des frais d'émission	112 405
Total	12 508 018

Il n'a pas été souscrit de nouveaux contrats de crédit-bail ou de locations financières en 2016.

Un nouveau contrat de factoring relatif aux créances clients export a été mis en place avec un nouvel organisme financier en 2016. En France, le Groupe finance son poste clients en mobilisant une facilité de caisse court terme, utilisée à hauteur de 500 000 euros au 31 décembre 2016.

Le taux d'intérêt moyen de l'année 2016 s'établit à 5,54 % contre 3,93 % au titre de 2015.

Les échéances des dettes financières se ventilent comme suit :

En Euros	31.12.2016	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	15 044 576	392 875	14 651 701	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	4 774 752	1 979 457	2 751 558	43 737
Crédit bail	1 247 341	391 332	856 009	-
Locations financières	19 676	13 954	5 722	-
Concours bancaires courants	500 000	500 000	-	-
Factoring	309 758	309 758	-	-
Intérêts courus bancaires	5 926	5 926	-	-
Intérêts courus sur emprunts	8 999	8 999	-	-
Total	21 911 028	3 602 301	18 264 990	43 737

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillés en note 15.1 « Engagements hors bilan ».

### 10.1.2 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables. Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au cours de l'exercice 2016.

### 10.1.3 Trésorerie et équivalents

Trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur dans le temps présente un risque de variation négligeable.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat. Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

La trésorerie nette évolue comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Disponibilités	8 063 140	2 168 215	1 181 506
Trésorerie et équivalents	8 063 140	2 168 215	1 181 506
Concours bancaires courants	(500 000)	(376 700)	(400 000)
Factoring	(309 758)	-	(148 130)
Trésorerie nette	7 253 382	1 791 515	633 376

Le renforcement de la trésorerie nette s'explique essentiellement par la levée de fonds que le Groupe a réalisé en août 2016 pour un montant brut de 20 millions d'euros.

### 10.1.4 Tableaux des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Le tableau des flux de trésorerie sur les deux derniers exercices est détaillé en point 3.4 des états financiers au 31 décembre 2016.

Concernant les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement, les autres variations d'un montant de 1 783 239 euros sur l'exercice s'expliquent comme suit :

En Euros	31.12.2016
Frais émission de l'emprunt obligataire de 15 millions d'euros	1 550 120
Remboursement des autres emprunts financiers	138 191
Frais d'augmentation de capital imputés en prime d'émission	94 928
Total	1 783 239

## 10.2 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci-après :

- placements détenus jusqu'à l'échéance : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition ;
- actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat ;
- actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur ;
- actifs disponibles à la vente : aucun instrument détenu ne répond à cette définition ;
- instruments dérivés : le Groupe est amené à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement d'instruments de couverture de change et de taux, tels que les opérations de change à terme, les options de change à primes.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

### 10.2.1 Informations au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les exercices 2016 et 2015 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

	Désignation des instruments financiers	Au 31.12.2016	Au 31.12.2015
Produits et (charges) constatés en résultat opérationnel		-	7 801
Résultat de change hors instruments financiers	B	-	7 801
Produits de placement		5 447	255
Produits de cessions des valeurs mobilières de placement	A	5 447	255
Charges de financement		(1 085 382)	(328 738)
Charges d'intérêt	B	(1 085 382)	(328 738)
Autres produits financiers		533 674	231 560
Autres produits	A	1 028	-
Gains de change	A	522 071	217 033
Variations de juste valeur sur instruments dérivés	A	10 575	14 527
Autres charges financières		(180 706)	(132 407)
Pertes de change	A	(180 706)	(132 407)

### 10.2.2 Informations au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

Rubriques	Au 31.12.2016			Au 31.12.2015		
	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)	Désignation des instruments financiers	Valeur nette comptable	Dont évalué à la juste valeur (1)
<b>Actif en euros</b>						
Clients et comptes rattachés	C	5 158 818	5 158 818	C	4 709 894	4 709 894
Autres actifs courants (2)	C	436 412	436 412	C	892 408	892 408
Trésorerie et équivalents de trésorerie	A	8 063 140	8 063 140	A	2 168 215	2 168 215
<b>Passif en euros</b>						
Trésorerie passive (3)	A	809 758	809 758	A	376 700	376 700
Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive	B	21 101 270	21 101 270	B	10 049 825	10 049 825
Instruments financiers	A	-	-	A	10 575	10 575
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	C	6 000 976	6 000 976	C	4 055 971	4 055 971
Autres passifs courants (4)	C	291 031	291 031	C	116 476	116 476

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

C : actifs et passifs évalués au coût

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

### 10.3 Gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- un objectif de couverture ;
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an ;
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

#### 10.3.1 Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat principalement de deux matériaux, titane et Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués.

### 10.3.2 Risque de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 53 jours au 31 décembre 2016. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin décembre 2016, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 793 000 euros ;
- crédits documentaires (149 128 euros au 31 décembre 2016).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

En Euros	31.12.2016	31.12.2015
Créances clients brutes	5 195 604	4 779 599
Montant des impayés de plus de 6 mois	71 432	114 463
% du poste client	1,55 %	2,39 %
Montant des provisions clients	36 786	69 705
% du poste client	0,80 %	1,46 %
Montant des pertes sur créances irrécouvrables	13 757	3 719

### 10.3.3 Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds pour un total d'environ 34 millions d'euros ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créations de nouvelles filiales et de lancements de nouveaux produits.

Le Groupe a réalisé en août 2016 une levée de fonds significative de 20 millions d'euros, constitué d'obligations convertibles pour 15 millions d'euros, à échéance 4 ans et au taux d'intérêt de 6,75 %, et d'une augmentation de capital par placement privé de 5 millions d'euros. Cette opération financière réduit ainsi très significativement le risque de liquidité à court terme, l'ensemble des concours bancaires courants (hors factoring) ayant été totalement remboursés dès l'encaissement des fonds.

Deux emprunts bancaires totalisant 1,5 millions d'euros souscrits en novembre 2014 pour 4 ans comportent certaines clauses d'engagements notamment :

- rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés inférieur à 0,33 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;
- rapport des dettes financières nettes consolidées sur l'EBITDA consolidé inférieur à 3 au 31 décembre de chaque année sur la période de remboursement de l'emprunt ;



- interdiction de verser des dividendes si le rapport des dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés à la clôture de l'exercice devient supérieur à 0,2 après prise en compte du montant des dividendes dont le versement est projeté.

Au 31 décembre 2016, le rapport dettes financières nettes consolidées sur les capitaux propres consolidés est de 1 et le rapport dettes financières nettes consolidées sur EBITDA consolidé est très largement supérieur à 3. Si les obligations convertibles de 15 millions d'euros issues de la levée de fonds d'août 2016 avaient été comptabilisées en fonds propres (hypothèse de conversion sur la durée de l'emprunt en actions nouvelles des obligations détenues par l'investisseur), les deux ratios auraient été largement respectés. Quoi qu'il en soit, le Groupe a obtenu un « waiver » de la part de l'établissement bancaire concerné, sans modification des conditions initiales des emprunts et sans coût additionnel.

Par ailleurs, le contrat lié à l'emprunt convertible de 15 000 000 d'euros émis en août 2016 stipule que le Groupe doit veiller à ce que sa trésorerie disponible soit toujours au moins de 3,5 millions d'euros et que son endettement financier brut, non diminué de la trésorerie et sans prise en compte de l'emprunt obligataire lui-même, soit inférieur à 10 millions d'euros. Ces deux conditions étaient bien satisfaites au 31 décembre 2016.

#### 10.3.4 Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaines et anglaises sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise fonctionnelle du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises.

Au 31 décembre 2016, le Groupe n'a pas de couverture sur devises en cours.

#### 10.3.5 Risques de taux

Au 31 décembre 2016, tous les emprunts contractés sont à taux fixe. Le Groupe n'est donc pas exposé au risque de variation des taux d'intérêts.

#### 10.3.6 Risques de variation de cours et impact de conversion sur les indicateurs de performance

Le Groupe a réalisé en 2016, 60 % de son chiffre d'affaires consolidé en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA. Cette proportion devrait continuer à progresser au cours des prochains exercices, avec un chiffre d'affaires libellé en dollars qui pourrait potentiellement représenter près des deux tiers des ventes consolidées du Groupe.

Les filiales américaine, anglaise et polonaise sont facturées dans leur devise fonctionnelle et des couvertures de change sont opportunément mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Le dollar s'est apprécié de moins de 1 % depuis le 31 décembre 2015 ayant donc très peu d'impact sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel avant paiement en actions. L'analyse de ces variations est décrite en note 13.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2016, se traduirait par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 3,1 millions d'euros et une augmentation d'environ 0,7 million d'euros de son bénéfice opérationnel compte tenu des résultats dégagés par la filiale américaine sur l'exercice 2016 dont la totalité des achats et frais de structure sont engagés en dollars.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données de l'exercice 2016 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

### 10.3.7 Garanties sur les produits UNiD

Le Groupe a mis en place depuis novembre 2016 et uniquement pour les ventes aux Etats-Unis, une garantie à vie portant sur sa technologie sur mesure UNiD™. Celle-ci couvre toutes les chirurgies réalisées avec des tiges thoraco-lombaires et cervicales sur mesure UNiD™ ainsi que l'ensemble des implants MEDICREA utilisés en combinaison avec ces tiges. La garantie proposée couvre l'intégralité des coûts liés à l'utilisation des services d'analyses de la cellule UNiD™ Lab, ainsi que le remplacement à titre gratuit des tiges sur mesure UNiD™ et de tous les implants MEDICREA nécessaires pour traiter les patients devant subir une chirurgie de révision.

Depuis le lancement de cette garantie à vie sur le territoire américain, aucune demande d'actionnement n'a été enregistrée. Sur cette base, le Groupe n'a pas constaté de provision dans ses comptes au 31 décembre 2016 et en fonction des données collectées en 2017, il évaluera la nécessité ou non de revoir sa position pour le prochain exercice.

### 10.4 Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Le coût de l'endettement financier net comprend le coût de l'endettement financier brut (intérêts sur emprunts, intérêts sur contrats de location financement et de location financière, commissions et agios bancaires) diminué des produits de placements de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ces éléments s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
----------	------------	------------	------------

Intérêts sur obligations	907 573	40 270	38 150
Intérêts sur emprunts	117 141	223 759	106 140
Intérêts sur location financement	35 995	44 436	23 510
Garantie BPI sur emprunts	11 643	16 658	15 206
Intérêts sur découverts	8 199	3 765	1 016
Intérêts sur comptes courants	3 212	-	-
Intérêts sur factoring	1 618	844	3 337
Autres (produits) / charges financiers	-	(994)	823
Coût de l'endettement financier net	1 085 382	328 738	188 182
Gains / (pertes) de change	351 940	99 153	(230 300)
Produits financiers sur placement de trésorerie	5 447	255	724
Autres produits / (charges) financiers	1 027	-	-
Autres produits / (charges) financiers	358 415	99 408	(229 576)

## NOTE 11 : DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES PASSIFS COURANTS

Les dettes fournisseurs et les autres passifs courants évoluent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Dettes fournisseurs	6 000 976	4 055 971	4 180 347
Dettes sociales	1 666 076	1 740 673	1 567 927
Dettes fiscales	337 054	250 978	310 969
Autres passifs courants	291 031	116 476	109 604
Autres passifs courants	2 294 161	2 108 127	1 988 500
Total dettes d'exploitation	8 295 137	6 164 098	6 168 847

La variation de la dette fournisseurs s'explique par un recours à la sous traitance très significatif depuis la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2016, afin de pallier à la fermeture en deux étapes de l'usine de La Rochelle (en août 2016 et en janvier 2017), et la montée en charges progressive du nouveau site de Rillieux-la-Pape qui a fait l'objet d'audits réglementaires de qualification obligatoires dans le cadre de la délivrance des autorisations de commercialisation sur le marché européen.

Au 31 décembre 2016, l'échéance de l'ensemble des dettes d'exploitation est à moins d'un an.

## NOTE 12 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, les sociétés MEDICREA INTERNATIONAL et MEDICREA TECHNOLOGIES sont intégrées au sein du même groupe fiscal, la société MEDICREA INTERNATIONAL en qualité de maison mère, étant seule redevable de l'impôt sur les sociétés à raison du résultat d'ensemble réalisé par le Groupe. La société MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE, qui était détenue à 100% et intégrée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 a été dissoute sans liquidation et absorbée par la société MEDICREA INTERNATIONAL le 30 décembre 2016 et de facto est sortie du périmètre d'intégration fiscale au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Les économies découlant de l'application de la convention d'intégration sont conservées par la société mère.

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à l'IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt sont comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche est constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 990 327 euros en 2016 (976 587 euros en 2015).

## 12.1 Analyse du taux d'imposition

Au 31 décembre 2016, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Résultat net consolidé	(7 569 225)	(1 515 306)	(1 049 889)
Impôts sur les résultats	263 246	307 851	(349 713)
Résultat avant impôts	(7 832 471)	(1 823 157)	(700 176)
Paieement en actions	(283 434)	(45 218)	(79 422)
Résultat imposable	(7 549 037)	(1 777 939)	(620 754)
Ajustement crédit impôt recherche et compétitivité emploi	(1 121 677)	(1 106 501)	(637 283)
Ajustement impôts d'Etat Fédéral (Etats-Unis)	-	3 051	(193 638)
Résultat imposable hors ajustements	(8 670 714)	(2 881 389)	(1 451 675)
Profit / (charge) d'impôt théorique @ 33,33 %	2 889 949	960 367	483 843

Ecart de taux sociétés étrangères	(188 684)	(10 968)	(18 971)
Impôts sur différences permanentes	(350 210)	501 721	(129 098)
Déficits reportables non activés	(1 995 445)	(779 592)	(452 035)
Utilisation de déficits reportables non activés	-	-	390 178
Déficits antérieurs activés et passés en pertes	-	(252 643)	-
Correction de déficits antérieurs	-	-	112 975
Correction de taux d'imposition	(140 429)	-	(8 593)
Plafonnement des impôts différés actifs	510 074	(88 428)	(594 601)
Ajustement impôts d'Etat Fédéral (Etats-Unis)	-	3 051	(193 638)
Autres	(462 009)	(25 657)	60 227
Profit / (charge) d'impôt comptabilisé	263 246	307 851	(349 713)

## 12.2 Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Déficits fiscaux reportables	1 285 690	733 399	400 212
Différences temporaires fiscales	44 618	44 108	-
Retraitements de consolidation	1 123 717	244 164	202 385
Total impôts différés actifs	2 454 025	1 021 671	602 597
Différences temporaires fiscales	641 045	44 151	94 463
Retraitements de consolidation	766 941	279 947	620 908
Total impôts différés passifs	1 407 986	324 098	715 371

Le Groupe comptabilise des impôts différés actifs sur les pertes fiscales reportables dans la mesure où celles-ci sont intégralement récupérables dans un horizon de 5 ans au plus.

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent ainsi à ne pas activer les déficits fiscaux générés par les sociétés du Groupe, hormis ceux relatifs à la filiale américaine. Par ailleurs, pour les sociétés françaises, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 9,4 millions d'euros au 31 décembre 2016 dont 8,2 millions de pertes reportables non constatées et 1,2 millions liés à des retraitements de consolidation.

Les déficits fiscaux dont dispose le Groupe sont les suivants :

En Euros	31.12.2016	dont activés	impôts différés correspondants
Intégration fiscale MEDICREA INTERNATIONAL	22 584 065	-	-
MEDICREA UK	1 949 591	-	-
MEDICREA USA	4 591 750	4 591 750	1 285 690
MEDICREA GMBH	992 160	-	-
MEDICREA POLAND	18 486	-	-
Total des déficits fiscaux disponibles	30 136 052	4 591 750	1 285 690

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs sur déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

En Euros	31.12.2016
Déficits fiscaux reportables au 1 <sup>er</sup> janvier 2016	733 399
Pertes reportables activés – MEDICREA USA	647 787
Changement du taux d'imposition	(144 379)
Variation des taux de change	48 883
Déficits fiscaux reportables au 31 décembre 2016	1 285 690

Les variations des impôts différés résultent principalement des retraitements de consolidation et des mécanismes de plafonnement des impôts différés actifs et passifs.

### NOTE 13 : INCIDENCES DES VARIATIONS DE CHANGE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LE RESULTAT OPERATIONNEL DU GROUPE

Les taux moyens de change ont évolué comme suit :

Taux moyen de conversion	2016	2015
USD / EUR	1,10605	1,11500
GBP / EUR	0,81251	0,72794
PLN / EUR	4,3622	-

L'incidence des variations de change sur la comparabilité des états financiers des exercices 2015 et 2016 se traduit de la manière suivante :

En Euros	31.12.2016 au taux 2016	31.12.2016 au taux 2015	Impact de change
Chiffre d'affaires	29 375 426	29 294 469	80 957
Résultat opérationnel après paiement en actions	(7 105 504)	(7 205 275)	99 771

### NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

#### 14.1 Capitaux propres

##### 14.1.1 Capital

Suite aux opérations réalisées sur le capital au cours de l'exercice, le capital social est composé au 31 décembre 2016 de 10 033 167 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 1 605 306,72 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Nombre d'actions autorisées	10 033 067	8 987 588	8 481 305
Nombre d'actions de préférence	100	100	100
Nombre d'actions émises et entièrement libérées	10 033 167	8 987 688	8 481 305
Valeur nominale en euros	0,16	0,16	0,16
Nombre d'actions en circulation en fin de période	10 033 067	8 987 588	8 481 405

Nombre d'actions à droit de vote double	2 650 743	2 641 990	2 744 677
Nombre d'actions détenues en autocontrôle	-	-	-
Nombre d'actions détenues en auto-détention	2 650	3 046	2 722

Les opérations intervenues sur le capital de la société MEDICREA INTERNATIONAL sur la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 se résument comme suit :

- Au 1er janvier 2016, le capital social est composé de 8 987 588 actions ordinaires et de 100 actions de préférence P pour un montant de 1 438 030,08 euros.
- Le 4 avril 2016, le conseil d'administration a constaté une augmentation de capital liée à l'exercice de 16 676 Stock-Options de mai à juillet 2015.
- Le 9 août 2016, le conseil d'administration a constaté l'émission de 1 028 803 actions nouvelles dans le cadre d'une augmentation de capital réservée à des investisseurs qualifiés.
- Au 31 décembre 2016, le capital social est ainsi composé de 10 033 067 actions ordinaires et de 100 actions de préférence P.

#### 14.1.2 Actions de préférence

L'Assemblée Générale du 17 décembre 2014 a décidé de créer 100 actions de préférence au profit de la société MMCO, Société par Actions Simplifiée au capital de 1 000 euros, dont le siège social est situé au 5389 route de Strasbourg, 69140 Rillieux-la-Pape.

Ces actions de préférence seront éventuellement convertibles en actions ordinaires de MEDICREA INTERNATIONAL, déterminées par référence au cours moyen pondéré des volumes de l'action MEDICREA INTERNATIONAL entre le 17 septembre 2018 et le 17 décembre 2018, sous réserve que l'action MEDICREA ait durant cette période atteint des seuils de performance élevés et prédéfinis. Le nombre maximum d'actions ordinaires de la Société pouvant résulter de la conversion de l'ensemble des actions de préférence est de 210 000, soit 2,1 % du capital de la Société à la date du 31 décembre 2016. Ces actions de préférence ne disposent pas du droit de vote et ne bénéficient d'aucun droit de participation aux dividendes. Elles ne sont pas inscrites à la côte d'Alternext.

Sur la base de la seule performance de l'action MEDICREA au cours de l'exercice 2016, la conversion des actions de préférence en actions ordinaires n'aurait pas pu être possible.

#### 14.1.3 Actions auto-détenues

Les actions MEDICREA détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés, quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi selon la méthode premier entré-premier sorti (FIFO) à l'exception des actions détenues dans le cadre de plans d'options pour lesquels le calcul est effectué par plan, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

#### 14.1.4 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée en note 3.5 des états financiers au 31 décembre 2016. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, les autres variations s'analysent de la façon suivante :

En Euros	31.12.2016
Emprunt obligataire constaté en capitaux propres	1 438 635
Amortissement des frais d'émission de l'emprunt obligataire	(148 670)
Ecarts actuariels des indemnités de départ à la retraite	(89 618)
Ecarts de change sur comptes courants	(13 941)
Variation des écarts d'acquisition	(8 589)
Actions propres	(2 065)
Total	1 175 752

#### 14.1.5 Emission, rachat et remboursement de titres d'emprunt et de capitaux propres

Deux emprunts obligataires non cotés ont été émis au cours de l'exercice 2016 :

- le 1<sup>er</sup> en février 2016, non convertible en actions, pour 1 150 000 euros pour une durée de deux ans, remboursable in fine, au taux d'intérêts de 7 % et souscrit auprès de Denys SOURNAC et de plusieurs autres administrateurs ;
- le second en août 2016, convertible en nouvelles actions ordinaires de MEDICREA INTERNATIONAL, pour 15 000 000 d'euros à échéance quatre ans et au taux d'intérêts de 6,75 %, souscrit auprès d'ATHYRIUM CAPITAL MANAGEMENT, investisseur américain de référence dans le secteur de la santé, et assorti d'une prime de non conversion de 10 %.

Le Groupe a par ailleurs remboursé en 2016 37 des 200 obligations convertibles émises en avril 2015 auprès d'un investisseur institutionnel, soit la somme de 0,4 million d'euros sur l'emprunt initial de 2 millions d'euros, à échéance d'avril 2020.

Concomitamment à la levée obligataire de 15 millions d'euros, le Groupe a réalisé une augmentation de capital par placement privé en actions de 5 millions d'euros, au prix de 4,86 euros l'action, représentant une décote de 5 % par rapport au prix moyen pondéré par les volumes des cours de l'action de la Société lors des trois derniers jours de bourse précédant l'opération. Cette opération a été souscrite par divers investisseurs français et américains, Denys SOURNAC Président et Directeur Général de MEDICREA, ainsi que Richard KIENZLE qui a rejoint le Groupe à cette occasion en tant que Directeur Stratégie et du Développement Commercial.

Après la réalisation de l'opération obligataire en août 2016, la dilution potentielle résultant de la conversion des obligations était de 19,3 %, prenant en compte l'augmentation de capital par placement privé de 5 millions d'euros décrite ci-dessus. Les obligations émises sont convertibles en nouvelles actions ordinaires de la Société au prix de 6,25 euros par action, soit une prime de 22,5 % par rapport au prix moyen pondéré par les volumes des cours de l'action de la Société lors des cinq derniers jours de bourse précédant l'opération.



### 14.1.6 Dividendes payés au cours de l'exercice

Néant.

### 14.2 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions ;
- les attributions gratuites d'actions ;
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice ;
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société.

Les actions ordinaires potentielles doivent être traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action des activités ordinaires poursuivies.

Au 31 décembre 2016, conformément à la norme IAS 33 et pour éviter un effet relatif, il n'a pas été pris en considération dans la détermination de l'effet de dilution les actions ordinaires potentielles que sont les plans d'options attribuées (363 851 actions), les actions de préférence (210 000 actions) ainsi que les obligations potentiellement convertibles en actions issues de l'émission d'un emprunt obligataire de 15 000 000 d'euros en août 2016 (2 400 000 actions).

## NOTE 15 : AUTRES INFORMATIONS

### 15.1 Engagements hors bilan

#### 15.1.1 Engagements donnés dans le cadre de crédits moyen terme

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Nantissements de fonds de commerce (1)	6 746 836	7 564 456	7 572 500
Gages sur instruments financiers	-	153 550	153 550
Garanties solidaires (2)	500 000	500 000	300 000
Gages espèces (3)	62 500	62 500	37 500

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie d'emprunts bancaires (principal + intérêts)

(2) Garanties sur crédits de trésorerie

(3) Retenues de garantie conservées par BPI comme gage espèces lors de la mise en place de prêts pour un total de 1 250 000 euros

#### 15.1.2 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédits court terme

En Euros	31.12.2016	31.12.2015	31.12.2014
Cessions de créances commerciales – Dailly	500 000	500 000	400 000
Avals et cautions divers	-	307 239	307 239
Contre garanties BPI (1)	1 742 846	2 371 978	1 492 156

(1) contre-garanties accordées par BPI à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur de ses partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 31 décembre 2016 s'élève à 782 600 euros.

### 15.1.3 Autres engagements

Au cours de l'exercice 2013, le Groupe a lancé en coopération avec une société informatique américaine, le développement et l'exploitation conjoints d'un logiciel spécifique permettant de concevoir des implants sur mesure pour la colonne vertébrale, destinés à être ensuite fabriqués et commercialisés de manière exclusive par MEDICREA et ses filiales pour une durée initiale de 4 ans jusqu'au 31 décembre 2017. Les conditions contractuelles prévoient le paiement par MEDICREA d'une redevance sur le chiffre d'affaires des produits commandés au travers du logiciel. Les parties ont convenu du paiement annuel par MEDICREA d'un montant d'avances sur redevances de 400 000 dollars pendant toute la durée du contrat. Ainsi, les redevances dues par MEDICREA au titre du contrat viendront s'imputer sans limitation de durée sur les avances sur redevances déjà perçues par le partenaire américain.

Compte tenu des estimations de redevances à verser au cours des prochains exercices et de l'évolution des développements avec le prestataire informatique, le Groupe a pris la décision en 2016 de passer en charges la totalité des avances déjà versées et qui figuraient au bilan en autres créances, soit un total de 913 741 euros, enregistré en autres charges opérationnelles. Il n'y a donc plus d'engagement correspondant au bilan au 31 décembre 2016.

### 15.2 Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de MEDICREA INTERNATIONAL ont évolué comme suit :

	31.12.2016			31.12.2015		
	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote	Nombre d'actions	% du capital	% des droits de vote
ORCHARD INTERNATIONAL (1)	1 727 490	17,22	27,24	1 727 490	19,22	29,71
Denys SOURNAC (2)	463 732	4,62	3,66	270 547	3,01	2,33
Jean Philippe CAFFIERO	246 089	2,45	3,76	246 089	2,74	4,10
<u>Autres Administrateurs</u>						
Pierre BUREL (2)	194 587	1,94	1,53	91 707	1,02	1,44
Patrick BERTRAND (2)	113 968	1,14	1,04	93 392	1,04	0,93
François Régis ORY (2)	108 652	1,08	0,86	108 652	1,21	0,93
Christophe BONNET	52 128	0,52	0,81	52 128	0,58	0,88
Jean Joseph MORENO	22 900	0,23	0,30	22 900	0,25	0,33
Marc RECTON	18 752	0,19	0,25	18 752	0,21	0,27
Total	2 948 298	29,39 %	39,45 %	2 631 657	29,28 %	40,92 %

(1) : Actions détenues par la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 31 décembre 2016 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit:

- Société civile DENYS SOURNAC COMPANY	58,37 %
- Société civile PLG INVEST (Jean Philippe CAFFIERO)	36,60 %
- AMELIANE SAS	4,87 %
- Christelle LYONNET	0,13 %
- Denys SOURNAC	0,03 %

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

### 15.3 Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5.7 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours des trois derniers exercices :

En Euros	Montant HT facturé 2016	Montant HT facturé 2015	Montant HT facturé 2014
Prestations management	300 000	300 000	292 000
Refacturation personnel	151 500	151 500	151 500
Refacturation directeur délégué	64 000	64 000	151 458
Refacturation frais directeur délégué	4 391	-	6 681
Quote part sur frais	11 004	11 003	11 000
Loyer et charges locatives	26 764	20 436	20 464
Total	557 659	546 939	633 103

### 15.4 Honoraires des commissaires aux comptes

En Euros	EY				Odicéo				Cabinet Henri Roche			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2015	2014
<b>Audit</b>												
Emetteur	41 900	41 100			26 300	22 200			-	-		
Filiales intégrées (1)	24 500	21 500			15 100	11 400			-	7 400		
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	66 400	62 600	91%	91%	41 400	33 600	82%	91%	-	7 400	-	100%
Emetteur	6 400	6 300			8 950	3 200			-	-		
Filiales intégrées (1)	-	-			-	-			-	-		
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	6 400	6 300	9%	9%	8 950	3 200	18%	9%	-	-	-	0%
<b>Sous-total Audit</b>	<b>72 800</b>	<b>68 900</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>50 350</b>	<b>36 800</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>-</b>	<b>7 400</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>
<b>Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées</b>												
Juridique, fiscal et social	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Sous-total Autres prestations</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total</b>	<b>72 800</b>	<b>68 900</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>50 350</b>	<b>36 800</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>-</b>	<b>7 400</b>	<b>-</b>	<b>100%</b>

(1) MEDICREA TECHNOLOGIES, MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE et MEDICREA USA.

### 15.5 Evénements postérieurs à la clôture

Néant.